

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUYANE**

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire et financier au capital de 12 154 847,85 euros  
Siège social : 21 Rue Case Nègres Place d'Armes 97232 LE LAMENTIN  
313 976 383 R.C.S FORT-DE-FRANCE

Comptes individuels au 31/12/2024

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane  
En date du 30 Janvier 2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 31 Mars 2025

**I. — Bilan au 31 décembre 2024**

<b>Actif</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Operations interbancaires et assimilées</b>		<b>115 146</b>	<b>82 856</b>
Caisse, banques centrales		33 425	34 294
Effets publics et valeurs assimilées	5	36 246	9 855
Créances sur les établissements de crédit	3	45 475	38 707
<b>Operations internes au Crédit Agricole</b>	<b>3</b>	<b>332 496</b>	<b>379 156</b>
<b>Operations avec la clientèle</b>	<b>4</b>	<b>2 699 887</b>	<b>2 716 375</b>
<b>Operations sur titres</b>		<b>119 395</b>	<b>89 360</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	70 167	68 450
Actions et autres titres à revenu variable	5	49 228	20 910
<b>Valeurs immobilisées</b>		<b>169 643</b>	<b>168 163</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	130 000	127 915
Parts dans les entreprises liées	6-7	3 251	2 730
Immobilisations incorporelles	7	5 957	6 656
Immobilisations corporelles	7	30 435	30 862
<b>Capital souscrit non verse</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actions propres</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>		<b>61 219</b>	<b>63 280</b>
Autres actifs	9	37 137	36 600
Comptes de régularisation	9	24 082	26 680
<b>Total actif</b>		<b>3 497 786</b>	<b>3 499 190</b>

<b>Passif</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Operations interbancaires et assimilées</b>		<b>7 530</b>	<b>6 061</b>
Banques centrales		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	11	7 530	6 061
<b>Operations internes au Crédit Agricole</b>	<b>11</b>	<b>1 543 428</b>	<b>1 577 774</b>
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>12</b>	<b>1 415 673</b>	<b>1 384 762</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>		<b>93 368</b>	<b>113 752</b>
Autres passifs	14	45 399	51 984
Comptes de régularisation	14	47 969	61 768
<b>Provisions et dettes subordonnées</b>		<b>47 326</b>	<b>40 070</b>
Provisions	15-16-17	37 434	30 193
Dettes subordonnées	18	9 892	9 877
<b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>		<b>38 591</b>	<b>38 591</b>
<b>Capitaux propres hors frbg</b>	<b>19</b>	<b>351 870</b>	<b>338 180</b>
Capital souscrit		12 155	12 155
Primes d'émission		6 243	6 243
Réserves		318 311	305 467
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			55
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		15 161	14 260
<b>Total passif</b>		<b>3 497 786</b>	<b>3 499 190</b>

**Hors-bilan au 31 décembre 2024**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Engagements donnés</b>		<b>390 045</b>	<b>354 073</b>
Engagements de financement	27	238 144	244 873
Engagements de garantie	27	151 901	109 200
Engagements sur titres	27		

<b>Engagements reçus</b>		<b>612 835</b>	<b>612 168</b>
Engagements de financement	27	3 882	1 284
Engagements de garantie	27	608 953	610 884
Engagements sur titres	27		

Les opérations de change Hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 24 et 25.

## II.— Compte de résultat au 31 décembre 2024

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	33	125 083	111 910
Intérêts et charges assimilés	33	-78 141	-69 452
Revenus des titres à revenu variable	34	6 494	5 305
Commissions (Produits)	35	74 051	72 565
Commissions (Charges)	35	-11 084	-8 172
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	36	621	396
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	37	-289	-563
Autres produits d'exploitation bancaire	38	1 341	1 396
Autres charges d'exploitation bancaire	38	-599	-306
<b>Produit net bancaire</b>		<b>117 477</b>	<b>113 079</b>
Charges générales d'exploitation	39	-73 958	-75 225
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-4 250	-4 490
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>39 269</b>	<b>33 364</b>
Coût du risque	40	-16 653	-11 040
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>22 616</b>	<b>22 324</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	41	-897	-992
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>21 719</b>	<b>21 332</b>
Résultat exceptionnel	42		
Impôts sur les bénéfices	43	-6 558	-7 072
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>15 161</b>	<b>14 260</b>

## III.— Affectation du résultat de l'exercice 2024

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, d'un montant de 15 160 814,92 euros comme suit :

- 382 731,65 euros pour l'intérêt à payer aux porteurs de parts sociales au titre de l'exercice 2024 ce qui correspond à un taux de 4,20 %. Cet intérêt sera payable à partir du 1er juin 2025.
- 1 133 364,63 euros représentant le dividende à verser aux porteurs de certificats coopératifs d'associés au titre de l'exercice 2024 soit un dividende de 0,57 euros nets par titre. Ce dividende sera payable à partir du 1<sup>er</sup> juin 2025.
- Pour le reste à affecter, soit 13 644 718,64 euros :
  - Affectation des trois quarts à la réserve légale, soit 10 233 538,98 euros
  - Affectation du solde aux réserves facultatives, soit 3 411 179,66 euros.

Cette résolution est approuvée à l'unanimité.

## IV.— Annexes

### Note 1 Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

#### Note 1.1 Cadre juridique et financier

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane, 12 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 62,45 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 37,55 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

## **Note 1.2 Relations internes au Crédit Agricole**

### **Mécanismes financiers internes**

L'appartenance de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

- **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

- **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, livret épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

- **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

### **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2017/89 du 20 mai 2017 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou

de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.1 du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET 1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 (Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF). Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette (Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF), c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### **Note 1.3 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2024**

#### ***FCT Crédit Agricole Habitat 2024***

Au 31/12/2024, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

La Caisse Régionale Martinique Guyane a fait une cession de 3,0 M€ de créances dont 1,7 M€ de titres auto souscrits (1,4 M€ de titres seniors et 0,3 M€ de titres subordonnés) et 1,3 M€ placés sur le marché.

#### **Filières**

La Caisse Régionale a fait évoluer ses filières de provisionnement :

Au 31 Décembre 2024, 10 filières vs 5 au 31 Décembre 2023,

- Au titre des instructions groupe :

o Filière PGE, dégradation en Bucket 2 des PGE en Bucket 1 en raison du contexte macroéconomique restant incertain notamment sur les bénéficiaires des PGE

- Au titre des risques détectés sur des secteurs économiques :

o PIM (mise en place au T3 2023),

o Agroalimentaire (mise en place au T4 2022 et révisée au T2 2023),

o Divers (holding & soutien aux entreprises, mise en place au T4 2022 et révisée en T2 2023),

o Tourisme Hôtel Restauration (mise en place au T1 2022 et révisée au T3 2024)

o BTP (mise en place au T3 2023 et révisée au T3 2024)

o Distribution retail (mise en place au T3 2024)

- Au titre des Risques Climatiques, dégradation des contrats situés en zone avec un risque fort 4, avec garanties hypothécaires et caution solidaire et personnelle.

L'étude réalisée par le « Journal of Geography & Natural Disaster » montre que les biens immobiliers peuvent se dévaluer de 20% à 50% après une catastrophe naturelle majeure

L'impact de ces filières est de +2 254k€ (en phase de Forward Looking Local - FLL).

Au global, au 31 décembre 2024, la provision NF s'élève à 25 961€ soit un coût du risque NF de +3 561k€.

Compte tenu de sa situation géographique et de son environnement, la Caisse régionale est de façon endémique sujet à un risque climatique et environnemental élevé, au demeurant déjà appréhendé d'une certaine façon dans le calcul du risque de crédit de la Caisse Régionale. Les travaux initiés en 2023, se sont poursuivis en 2024 pour intégrer plus finement les risques environnementaux (physiques et de transition) dans la mesure des risques de crédits et de contreparties de la Caisse Régionale.

#### **Note 1.4 Evénements postérieurs à l'exercice 2024**

Néant

#### **Note 2 Principes et méthodes comptables**

Les états financiers de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2023-05 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024

#### **Note 2.1 Créances et engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;

- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;

- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

##### **Créances saines**

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

• Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

• La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

• Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricoles s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (*"Loss Given Default"* ou *"LGD"*).

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours. Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« *Forward Looking* ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

• Dégradation significative du risque de crédit

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2 (ECL à maturité), si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en *Stage 2* dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

## 2. Critère absolu

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en *Stage 2*.

Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

L'instrument financier est classé en *Stage 2* en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (*Stage 2*).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

## Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

### - Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

### - Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.



**• Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux**

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**• Traitement comptable des dépréciations**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

**Passage en perte**

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

**Risques-pays**

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

**Créances restructurées**

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

**Note 2.2 Portefeuille Titres**

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

**Titres de transaction**

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane ne détient pas de titre transaction au 31 décembre 2024.

**Titres de placement**

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

**Obligations et autres titres à revenu fixe**

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée

de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

#### Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus.

Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

#### Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reçus dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

#### Titres de l'activité de portefeuille

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

#### Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

### **Prix de marché**

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

### **Dates d'enregistrement**

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

### **Pensions livrées**

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

### **Reclassement de titres**

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane n'a pas opéré, en 2024, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

### **Rachat d'actions propres**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a pas procédé à des rachats d'actions propres.

### **Note 2.3 Immobilisations**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	20 à 25 ans
Second œuvre	10 à 25 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Agencements	10 à 25 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	4 à 10 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

#### **Note 2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
  - Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
  - Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).
- Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **Note 2.5 Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

#### **Note 2.6 Provisions**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC

2014-07.

#### **Provision pour risques sur GIE d'investissement**

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

#### **Note 2.7 Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)**

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Le solde du FRBG reste inchangé au 31 décembre 2024 par rapport à celui du 31 décembre 2023 soit 38.59 millions d'euros.

#### **Note 2.8 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

##### **Opérations de couverture**

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

##### **Opérations de marché**

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

##### **Risque de contrepartie sur les dérivés**

Conformément au règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

##### **Opérations complexes**

Une opération complexe se définit comme une combinaison synthétique d'instruments (de types, natures et modes d'évaluation identiques ou différents) comptabilisée en un seul lot ou comme une opération dont la comptabilisation ne relève pas d'une réglementation explicite et qui implique, de la part de l'établissement, un choix de principe.

#### **Note 2.9 Opérations en devises**

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de

change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Cependant, une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

#### **Note 2.10 Intégration des succursales à l'étranger**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a pas de succursale à l'étranger.

#### **Note 2.11 Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

#### **Note 2.12 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 19 octobre 2004, modifié par les avenants du 22 juin 2023.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

#### **Note 2.13 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi**

##### **Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projétés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a souscrit des assurances auprès de PREDICA et

d'ADICAM.

#### Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

#### Note 2.14 Stock-options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

##### Plans de stock-options

Néant

##### Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

#### Note 2.15 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane.

#### Note 2.16 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

#### Note 3 Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et prêts :								
à vue	38 957				38 957	102	39 059	35 110
à terme (1)				6 412	6 412	4	6 416	3 597
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>38 957</b>			<b>6 412</b>	<b>45 369</b>	<b>106</b>	<b>45 475</b>	<b>38 707</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>Valeur nette au bilan</b>							<b>45 475</b>	<b>38 707</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	134 046				134 046	935	134 981	215 754
Comptes et avances à terme	4 601	5 396	168 394	18 459	196 850	665	197 515	163 403
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>138 647</b>	<b>5 396</b>	<b>168 394</b>	<b>18 459</b>	<b>330 896</b>	<b>1 600</b>	<b>332 496</b>	<b>379 157</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>Valeur nette au bilan</b>							<b>332 496</b>	<b>379 157</b>
<b>Total</b>							<b>377 971</b>	<b>417 864</b>

(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).

#### Commentaires :

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 0 milliers d'euros.

Parmi les créances sur les établissements de crédit 45 474 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

#### Note 4 Opérations avec la clientèle

##### Note 4.1 Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	552				552		552	1 699
Autres concours à la clientèle	177 579	323 066	938 300	1 274 849	2 713 794	10 952	2 724 746	2 740 182
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	36 030				36 030	203	36 233	30 842
<b>Dépréciations</b>							-61 644	-56 347
<b>Valeur nette au bilan</b>							<b>2 699 887</b>	<b>2 716 376</b>

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 42 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 215 711 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2024 contre 358 268 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 13 258 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 11 715 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

#### Note 4.2 Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	2 748 892	2 758 776
Autres pays de l'U.E.	742	495
Autres pays d'Europe	381	396
Amérique du Nord	262	280
Amérique Centrale et du Sud		
Afrique et Moyen-Orient	7	11
Asie et Océanie (hors Japon)	92	98
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
<b>Total en principal</b>	<b>2 750 376</b>	<b>2 760 056</b>
Créances rattachées	11 155	12 667
Dépréciations	-61 644	-56 347
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>2 699 887</b>	<b>2 716 376</b>

#### Note 4.3 Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique

(En milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DROM-COM)	2 760 045	139 403	83 461	-61 444	-40 622	2 771 442	130 139	70 290	-56 347	-36 938
Autres pays de l'U.E.	744					495				
Autres pays d'Europe	381					396				
Amérique du Nord	262					280				
Amérique Centrale et du Sud										
Afrique et Moyen-Orient	7					11				
Asie et Océanie (hors Japon)	92					98				
Japon										
Non ventilés et organismes internationaux										
<b>Total</b>	<b>2 761 531</b>	<b>139 403</b>	<b>83 461</b>	<b>-61 644</b>	<b>-40 622</b>	<b>2 772 722</b>	<b>130 139</b>	<b>70 290</b>	<b>-56 347</b>	<b>-36 938</b>

#### Note 4.4 Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques

(En milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	1 054 926	33 338	17 581	-14 611	-9 808	1 043 462	30 725	18 845	-13 767	-9 682
Agriculteurs	45 219	9 092	6 657	-4 959	-3 995	45 790	8 128	5 815	-5 293	-3 939
Autres professionnels	298 757	30 601	21 273	-13 905	-9 979	306 629	25 026	18 853	-11 597	-9 007
Clientèle financière	105 488	617	606	-454	-443	102 355	613	584	-446	-440
Entreprises	1 088 692	63 366	36 653	-27 150	-15 909	1 087 916	63 292	25 765	-24 565	-13 662
Collectivités publiques	149 585	75	-	-2	-	163 555	-	-	-	-
Autres agents économiques	18 864	2 314	691	-563	-488	23 015	2 355	427	-680	-209
<b>Total</b>	<b>2 761 532</b>	<b>139 403</b>	<b>83 461</b>	<b>-61 644</b>	<b>-40 622</b>	<b>2 772 722</b>	<b>130 139</b>	<b>70 289</b>	<b>-56 348</b>	<b>-36 939</b>

#### Note 5 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille



(En milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :	-	-	-	36 182	36 182	9 852
dont surcote restant à amortir	-	-	-	-	-	-
dont décote restant à amortir	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	64	64	3
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur nette au bilan</b>	-	-	-	<b>36 246</b>	<b>36 246</b>	<b>9 855</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe (2):	-	-	-	-	-	-
Emis par organismes publics	-	-	-	32 795	32 795	32 984
Autres émetteurs	-	63	-	37 143	37 206	35 316
dont surcote restant à amortir	-	-	-	-	-	-
dont décote restant à amortir	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	166	166	149
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
<b>Valeur nette au bilan</b>	-	<b>63</b>	-	<b>70 104</b>	<b>70 167</b>	<b>68 449</b>
Actions et autres titres à revenu variable	-	50 471	-	-	50 471	21 863
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-1 243	-	-	-1 243	-953
<b>Valeur nette au bilan</b>	-	<b>49 228</b>	-	-	<b>49 228</b>	<b>20 910</b>
<b>Total</b>	-	<b>49 291</b>	-	<b>106 350</b>	<b>155 641</b>	<b>99 214</b>
Valeurs estimatives	-	50 147	-	97 731	147 878	91 430

(2) dont 900 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2024 et 600 milliers d'euros au 31 décembre 2023

#### Transferts de titres en cours d'exercice :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyanée n'a effectué aucun transfert de titres au cours de l'exercice 2024.

#### Le montant des cessions de titres d'investissement

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyanée n'a procédé à aucune cession de titres d'investissement avant l'échéance selon les dispositions dérogatoires prévues à l'article 2341-2 du Règlement ANC 2014-07.

#### Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 855 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 231 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élève à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -8 388 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre -7 864 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant des créances représentatives des titres prêtés concernant les effets publics s'élève à 0 milliers d'euros, à 0 milliers d'euros pour les obligations et les autres titres à revenu fixe et à 0 milliers d'euros pour les actions et autres titres à revenu variable.

#### Note 5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Administration et banques centrales (y compris Etats)	26 794	26 982
Etablissements de crédit	33 848	33 721
Clientèle financière	45 999	17 691
Collectivités locales	6 002	6 002
Entreprises, assurances et autres clientèles	7 829	5 768
Divers et non ventilés	-	-
<b>Total en principal</b>	<b>120 472</b>	<b>90 164</b>
Créances rattachées	166	149
Dépréciations	-1 243	-953
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>119 395</b>	<b>89 360</b>

Note 5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

(En milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	70 001	36 182	50 471	156 654	68 300	9 852	21 863	100 015
dont titres cotés	68 318	36 182		104 501	66 743	9 852		76 595
dont titres non cotés (1)	1 682		50 471	52 153	1 557		21 863	23 420
Créances rattachées	166	64		230	149	3		152
Dépréciations			-1 243	-1 243			-953	-953
Valeur nette au bilan	70 167	36 246	49 228	155 641	68 449	9 855	20 910	99 214

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :  
- OPC français 41 239 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 31 421 milliers d'euros)  
- OPC étrangers 1 483 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 1 483 milliers d'euros)

Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 42 722 d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2024 s'élève à 43 578 d'euros.  
La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires		
OPC obligataires	42 722	43 578
OPC actions		
OPC autres		
Total	42 722	43 578

Note 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	4 997	-	17 073	47 931	70 001	166	70 167	68 450
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette au bilan	4 997	-	17 073	47 931	70 001	166	70 167	68 450
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute	-	-	9 903	26 279	36 182	64	36 246	9 855
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette au bilan	-	-	9 903	26 279	36 182	64	36 246	9 855

Note 5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane réalise l'essentiel de ses opérations en France.

Note 6 Titres de participation et de filiales

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2024.

Informations financières Filiales et participations (en milliers d'euros)	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (1)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brutes	Nettes					
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de Crédit agricole mutuel Martinique Guyane					17 134	2 721	0				
Autres parts dans les entreprises liées											
SCI 106 BLD GENERAL DE GAULLE	EUROS	12 950	-12 548	100	16 734	2 505					
SAS VILLAGE BY CA MARTINIQUE	EUROS	400	-35	100	400	216	0				
Autres titres de participations					124 463	124 278	274				
SACAM MUTUALISATION	EUROS	18 556 677	18 568 379	0,31	66 305	66 305			264 603	262 902	918
SAS RUE DE LA BOETIE	EUROS	3 073 326	21 589 050	0,30	49 791	49 791			1 917 191	1 895 511	4702
SACAM TRANSITION ENERGIE				1,07	2 079	2 079					
SACAM IMMOBILIER	EUROS	173 273	187 787	0,63	1 865	1 865			4 597	4 447	25
SAS SACAM AVENIR	EUROS	277 623	277 424	1,01	1 000	1 000			0	-49	
SAEML SAINT-LAURENT COEUR DE VILLE	EUROS			0,34	1 165	980					

C2MS	EUROS			0,36	875	875					
SA SACAM PARTICIPATION	EUROS	62 558	87 495	0,01	798	798			3 477	2 749	
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	EUROS	725 471	836 753	0,26	585	585	274		56 054	72 131	31
<b>Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de Crédit agricole mutuel Martinique Guyane</b>											
Autres parts dans les entreprises liées					167	13	516				
Autres titres de participations					2 490	2 188	44				20
<b>Total parts dans les entreprises liées et participations</b>					<b>144 254</b>	<b>129 200</b>	<b>834</b>	<b>0</b>			

(1) Les données concernent l'exercice clos le 31 décembre 2023

**Valeur estimative des titres de participation**

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
Titres non cotés	17 301	2 734	16 307	2 199
Titres cotés				
Avances consolidables	517	517	552	530
Créances rattachées			2	2
Dépréciations	-14 567		-14 130	
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>3 251</b>	<b>3 251</b>	<b>2 731</b>	<b>2 731</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	126 953	207 504	121 032	190 585
Titres cotés				
Avances consolidables	317	317	4 315	4 315
Créances rattachées	4	4	31	31
Dépréciations	-487		-479	
<b>Sous total titres de participation</b>	<b>126 787</b>	<b>207 825</b>	<b>124 899</b>	<b>194 931</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	3 351	3 306	3 049	3 106
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-138		-31	
<b>Sous total autres titres détenus à long terme</b>	<b>3 213</b>	<b>3 306</b>	<b>3 018</b>	<b>3 106</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>130 000</b>	<b>211 131</b>	<b>127 917</b>	<b>198 037</b>
<b>Total des titres de participation</b>	<b>133 251</b>	<b>214 382</b>	<b>130 648</b>	<b>200 768</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Total valeurs brutes</b>				
Titres non cotés	147 605		140 388	
Titres cotés				
<b>Total</b>	<b>147 605</b>		<b>140 388</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

**Note 7 Variation de l'actif immobilisé****Immobilisations financières**

(En milliers d'euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	16 307	2 200	-1 206		17 301
Avances consolidables	552		-35		516
Créances rattachées	3		-3		0
Dépréciations	-14 129	-2 018	1 580		-14 566
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>2 733</b>	<b>182</b>	<b>336</b>		<b>3 251</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes	121 031	6 036	-114		126 953
Avances consolidables	4 315		-3 998		317

Créances rattachées	31		-27		4
Dépréciations	-480	-24	17		-487
<b>Sous total titres de participation</b>	<b>124 897</b>	<b>6 012</b>	<b>-4 122</b>		<b>126 787</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes	3 049	312	-10		3 351
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-31	-107			-138
<b>Sous total autres titres détenus à long terme</b>	<b>3 018</b>	<b>205</b>	<b>-10</b>		<b>3 213</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>127 915</b>	<b>6 217</b>	<b>-4 132</b>		<b>130 000</b>
<b>Total</b>	<b>130 648</b>	<b>6 399</b>	<b>-3 796</b>		<b>133 251</b>

**Immobilisations corporelles et incorporelles**

<i>(En milliers d'euros)</i>	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	73 961	3 135	(421)		76 675
Amortissements et dépréciations	-43 098	-3 555	398	15	-46 240
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>30 863</b>	<b>-420</b>	<b>-23</b>	<b>15</b>	<b>30 435</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	10 902	12			10 914
Amortissements et dépréciations	-4 248	-709			-4 957
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>6 654</b>	<b>-697</b>			<b>5 957</b>
<b>Total</b>	<b>37 517</b>	<b>-1 117</b>	<b>-23</b>	<b>15</b>	<b>36 392</b>

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

**Note 8 Actions propres**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane ne détient pas d'actions propres au 31 décembre 2024.

**Note 9 Comptes de régularisation et actifs divers**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres actifs (1)</b>		
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de stock et emplois divers	2 111	3 523
Débiteurs divers (2)	35 024	33 071
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	2	5
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>37 137</b>	<b>36 599</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	196	80
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	32	25
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	199	351
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	4 402	4 771
Autres produits à recevoir (3)	18 612	20 875
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	641	577
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>24 082</b>	<b>26 679</b>
<b>Total</b>	<b>61 219</b>	<b>63 278</b>

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 0 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 533 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour

les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 0 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 0 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Cf. note 39 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 19 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 15 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(3) Les produits à recevoir sur créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) sont présentés en déduction des dettes rattachées sur comptes d'épargne à régime spécial au passif du bilan (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).

#### Note 10 Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	56 348	29 336	-22 906	-1 134		61 644
Sur opérations sur titres	951	291	-2			1 243
Sur valeurs immobilisées	14 698	2 149	-1 611			15 236
Sur autres actifs	901	20	-150			771
<b>Total</b>	<b>72 898</b>	<b>31 799</b>	<b>-24 669</b>	<b>-1 134</b>		<b>78 894</b>

#### Note 11 Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et emprunts :								
à vue	233				233		233	2 399
à terme			840	6 430	7 270	27	7 297	3 661
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
<b>Valeur au bilan</b>	<b>233</b>	<b>840</b>	<b>6 430</b>	<b>7 503</b>	<b>27</b>	<b>7 530</b>	<b>6 060</b>	
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	1 486				1 486		1 486	2 485
Comptes et avances à terme	122 252	308 611	839 366	266 598	1 536 827	5 115	1 541 942	1 575 288
Titres donnés en pension livrée								
<b>Valeur au bilan</b>	<b>123 738</b>	<b>308 611</b>	<b>839 366</b>	<b>266 598</b>	<b>1 538 313</b>	<b>5 115</b>	<b>1 543 428</b>	<b>1 577 773</b>
<b>Total</b>	<b>123 971</b>	<b>308 611</b>	<b>840 206</b>	<b>273 028</b>	<b>1 545 816</b>	<b>5 142</b>	<b>1 550 958</b>	<b>1 583 833</b>

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse.

#### Note 12 Comptes créditeurs de la clientèle

##### Note 12.1 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	1 182 199				1 182 199	4	1 182 203	1 205 105
Comptes d'épargne à régime spécial (1)	1 652				1 652		1 652	1 941
: à vue	1 652				1 652		1 652	1 941
à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	52 115	102 078	75 561	256	230 010	1 808	231 818	177 716
à vue	11 678				11 678		11 678	14 498

à terme	40 437	102 078	75 561	256	218 332	1 808	220 140	163 218
Valeurs données en pension livrée								
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 235 966</b>	<b>102 078</b>	<b>75 561</b>	<b>256</b>	<b>1 413 861</b>	<b>1 812</b>	<b>1 415 673</b>	<b>1 384 762</b>

(1) Les Comptes d'épargne à régime spécial sont présentés sous déduction de la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).

#### Note 12.2 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par zone géographique

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a pas d'activité significative en dehors de la France (y compris les DROM).

#### Note 12.3 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Particuliers	478 265	488 718
Agriculteurs	52 987	60 192
Autres professionnels	89 419	93 570
Clientèle financière	87 493	63 560
Entreprises	649 623	624 057
Collectivités publiques	1 816	1 781
Autres agents économiques	54 258	51 716
<b>Total en principal</b>	<b>1 413 861</b>	<b>1 383 594</b>
Dettes rattachées	1 812	1 169
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 415 673</b>	<b>1 384 763</b>

#### Note 13 Dettes représentées par un titre

##### Note 13.1 Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et Guyane n'a pas à son bilan de dettes représentées par un titre.

##### Note 13.2 Emprunts obligataires (par monnaie d'émission)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et Guyane n'a pas à son bilan d'emprunt obligataires.

#### Note 14 Comptes de régularisation et passifs divers

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres passifs (1)</b>		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés (2)		
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	34 419	47 007
Versements restant à effectuer sur titres	10 980	4 977
<b>Valeur au bilan</b>	<b>45 399</b>	<b>51 984</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	8 158	23 205
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	28	17
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	107	117
Produits constatés d'avance	15 746	13 551
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	3 251	2 721
Autres charges à payer	18 685	20 427
Autres comptes de régularisation	1 994	1 731
<b>Valeur au bilan</b>	<b>47 969</b>	<b>61 769</b>
<b>Total</b>	<b>93 368</b>	<b>113 753</b>

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

#### Note 15 Provisions

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite et assimilés		107				107
Provisions pour autres engagements sociaux	380	25		-27		378
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	2 328	7 828		-6 453		3 703
Provisions pour litiges fiscaux						
Provisions pour autres litiges	2 590		-120	-36		2 434
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (1)	20 502	56 256		-52 741		24 017

Provisions pour restructurations (4)						
Provisions pour impôts (5)						
Provisions sur participations (6)						
Provisions pour risques opérationnels (2)	1 002	3 509	-632	-300		3 579
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (3)	543	1		-210		334
Autres provisions (4)	2 848	265	-82	-149		2 882
<b>Valeur au bilan</b>	<b>30 193</b>	<b>67 991</b>	<b>-834</b>	<b>-59 916</b>		<b>37 434</b>

(1) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.

(2) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

Un montant de 2.98 M€ correspond à des sommes en attente de remboursement à la caisse régionale par la CARPA dans le cadre d'adjudication de 2012 à 2018 a été provisionné en risque opérationnel au 31/12/2024

(3) Cf note 16 ci-après

(4) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement.

#### Note 16 Epargne logement

##### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	22 462	46 232
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	43 999	18 162
Ancienneté de plus de 10 ans	92 612	108 978
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>159 040</b>	<b>173 372</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>26 509</b>	<b>27 829</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>185 549</b>	<b>201 201</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

##### Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement	901	282
Comptes épargne-logement	297	81
<b>Total encours de Crédit Octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>1 198</b>	<b>363</b>

##### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	108	242
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	33	62
Ancienneté de plus de 10 ans	184	229
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>324</b>	<b>533</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>335</b>	<b>544</b>

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixés.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 335 K €.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 6.38 % pour les Caisses régionales. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la

provision de -17,5 % pour la Caisse-régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Épargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 35,88 % du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

#### **Note 17 Engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies**

##### **Définitions :**

**Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi** désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

**Les régimes à prestations définies** désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

**Les régimes à cotisations définies** désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

D'autre part, la recommandation 2013-02, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03, reprend les dispositions de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel, à l'exception de celles relatives aux avantages à court terme et à ceux payés sous forme d'instrument de capitaux propres.

##### **Variations de la dette actuarielle**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dette actuarielle à l'ouverture</b>	18 224	16 941
Coût des services rendus sur l'exercice	1 373	1 472
Coût financier	575	581
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)	0	-458
Variation de périmètre	29	-19
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées (obligatoire)	-1 345	-1 079
(Gains) / pertes actuariels	-334	786
Autres mouvements	0	0
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>18 522</b>	<b>18 224</b>

(1) Au 31/12/2024, l'impact de la réforme des retraites est de 0 milliers d'euros.

##### **Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus	1 373	1 472
Coût financier	575	581
Rendement attendu des actifs	-547	-685
Coût des services passés	0	-458
(Gains) / pertes actuariels net	0	0
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	-193	-403
<b>Charge nette comptabilisée au compte de résultat</b>	<b>1 208</b>	<b>521</b>

##### **Variations de juste valeur des actifs des régimes**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture</b>	18 250	18 150
Rendement attendu des actifs	547	685
Gains / (pertes) actuariels	76	-128
Cotisations payées par l'employeur	1 033	641
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	29	-19
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	-1 345	-1 079
Autres mouvements		
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à la clôture</b>	<b>18 590</b>	<b>18 250</b>

##### **Composition des actifs des régimes**

###### **Définition :**

Une police d'assurance éligible est une police d'assurance émise par une compagnie d'assurance qui n'est pas une partie liée\* à l'entreprise présentant les états financiers, si les produits des contrats d'assurance :

\* des parties sont considérées être liées si une partie peut contrôler l'autre partie ou exercer une influence notable sur l'autre partie lors de la prise de décisions financières et opérationnelles.

a) peuvent être utilisés uniquement pour payer ou attribuer des avantages au personnel dans le cadre d'un régime à prestations définies ;

b) sont hors de portée des créanciers de l'entreprise présentant les états financiers (même en cas de faillite) et ne peuvent pas être restitués à l'entreprise présentant les états financiers, à moins que :

i) les produits restitués correspondent à un excédent d'actifs non nécessaires pour satisfaire toutes les obligations couvertes par le contrat d'assurances ; ou



ii) les produits sont restitués à l'entreprise présentant les états financiers en remboursement des avantages déjà payés par elle au personnel.

#### Variations de la provision

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	-18 522	-18 224
Impact de la limitation d'actifs	0	-193
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	-176	338
Juste valeur des actifs fin de période	18 590	18 250
<b>Position nette (passif) / actifs à la clôture</b>	<b>-107</b>	<b>171</b>

#### Rendement des actifs des régimes

	31/12/2024
Retraite des cadres dirigeants	2,69%
Retraite des présidents (FOMUGEI)	2,69%
Indemnités de fin de carrière des salariés	2,14%
Indemnités de fin de carrière des dirigeants	2,69%
L. 137	2,69%

#### Hypothèses actuarielles utilisées

	31/12/2024
Retraite des cadres dirigeants	3,18%
Retraite des présidents (FOMUGEI)	3,55%
Indemnités de fin de carrière des salariés	3,38%
Indemnités de fin de carrière des dirigeants	3,18%
L. 137	3,38%

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de :

	Retraite des cadres dirigeants	Retraite des présidents (FORMUGEI)	IFC des cadres dirigeants	L.137 (NF)
Variation de plus de 50 bp des taux d'actualisation	0,91%	0,50%	2,13%	3,09%

- une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de :

	Retraite des cadres dirigeants	Retraite des présidents (FORMUGEI)	IFC des cadres dirigeants	L.137 (NF)
Variation de moins de 50 bp des taux d'actualisation	0,94%	0,60%	2,22%	3,27%

#### Note 18 Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Dettes subordonnées à terme</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Titres et emprunts participatifs</b>								
<b>Autres emprunts subordonnés à terme</b>								
<b>Dettes subordonnées à durée indéterminée (I)</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Placement des fonds propres des Caisses Locales</b>				9 529	9 529	363	9 892	9 877
<b>Dépôts de garantie à caractère mutuel</b>								

Valeur au bilan				9 529	9 529	363	9 892	9 877
(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.								

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 363 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 372 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 19 Variation des capitaux propres (avant répartition)

Variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)	Capitaux propres							
	Capital (1)	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau (3)	Ecart conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2022	12 160	218 174	73 147	6 243			15 530	325 309
Dividendes versés au titre de N2							-1 384	-1 384
Variation de capital(5)	-5							-5
Variation des primes et réserves(5)								
Affectation du résultat social N2		10 610	3 537				-14 146	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N1							14 260	14 260
Autres variations								
Solde au 31/12/2023	12 155	228 784	76 684	6 243			14 260	338 180
Dividendes versés au titre de N1							-1 416	-1 416
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N1		9 633	3 211				-12 844	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							15 161	15 161
Autres variations								
Solde au 31/12/2024	12 155	238 417	79 895	6 243			15 161	351 925

(1) Le capital souscrit non appelé s'élève à 0 milliers d'euros.  
(3) Dont 6 243 milliers d'euros de primes d'émission, dont 0 milliers d'euros de primes de fusion.  
(5) Dont émission de Certificats Coopératifs d'Association souscrit par SACAM Mutualisation.

Répartition de la variation du capital selon ses origines

	2024	2023
Paiement du dividende en actions	1 416	1 384
Affectation en réserves	12 844	14 146

Note 20 Composition des capitaux propres

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres hors FRBG	351 870	338 180
Fonds pour risques bancaires généraux	38 591	38 591
Total des capitaux propres	390 461	376 771

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024 0 milliers d'euros au 31 décembre 2023 ; le montant des dépôts de garantie à caractère mutuel s'élève à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 21 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

(En milliers d'euros)	Opérations avec les entreprises liées et les participations	
	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Créances	7 178	7 721
Sur les établissements de crédit et institutions financières	7 178	7 721
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	4 127	5 940
Sur les établissements de crédits et institutions financières	4 127	5 940
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	10 000	10 000
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	10 000	10 000
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		

Autres engagements donnés		
---------------------------	--	--

Note 22 Transactions effectuées avec les parties liées

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a pas réalisé de transaction significative en 2024 avec les parties liées.

Note 23 Opérations effectuées en devises

Contributions par devise au bilan

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	3 524 022	3 427 046	3 519 830	3 416 342
Autres devises de l'Union Europ.				
Franc Suisse				
Dollar	15 404	15 404	11 617	11 617
Yen				
Autres devises	52	52	52	52
<b>Valeur brute</b>	<b>3 539 478</b>	<b>3 442 502</b>	<b>3 531 499</b>	<b>3 428 011</b>
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	37 196	55 284	40 586	71 180
Dépréciations	-78 888		-72 895	
<b>Total</b>	<b>3 497 786</b>	<b>3 497 786</b>	<b>3 499 190</b>	<b>3 499 191</b>

Note 24 Opérations de change, prêts et emprunts en devises

Au 31 Décembre 2024, comme en 2023, l'essentiel des opérations de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est réalisé en euros.

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
<b>Opérations de change au comptant</b>				
Devises				
Euros				
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>12 845</b>	<b>12 832</b>	<b>15 233</b>	<b>15 217</b>
Devises	6 423	6 423	7 606	7 606
Euros	6 422	6 409	7 627	7 611
<b>Prêts et emprunts en devises</b>				
<b>Total</b>	<b>12 845</b>	<b>12 832</b>	<b>15 233</b>	<b>15 217</b>

Note 25 Opérations sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>1 089 563</b>	<b>82 084</b>	<b>1 171 647</b>	<b>1 087 001</b>
<b>Opérations sur marchés organisés (1)</b>				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
<b>Opérations de gré à gré (1)</b>	<b>1 089 563</b>	<b>82 084</b>	<b>1 171 647</b>	<b>1 087 001</b>
Swaps de taux d'intérêt	1 089 563	81 943	1 171 506	1 086 860
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		141	141	141
Autres contrats à terme				
<b>Opérations conditionnelles</b>				
<b>Opérations sur marchés organisés</b>				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				

Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Opérations de gré à gré</b>				
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Dérivés de crédit</b>				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
<b>Total</b>	<b>1 089 563</b>	<b>82 084</b>	<b>1 171 647</b>	<b>1 087 001</b>

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux).

**Note 25.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2024			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change									
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	120 772	434 786	615 948	120 772	434 786	615 948			
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		141			141				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>120 772</b>	<b>434 927</b>	<b>615 948</b>	<b>120 772</b>	<b>434 927</b>	<b>615 948</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	25 677			25 677					
<b>Sous total</b>	<b>25 677</b>			<b>25 677</b>					
<b>Total</b>	<b>146 449</b>	<b>434 927</b>	<b>615 948</b>	<b>146 449</b>	<b>434 927</b>	<b>615 948</b>			

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2023			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change									
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	95 000	459 336	532 524	95 000	459 336	532 524			
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		141			141				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									

Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	95 000	459 477	532 524	95 000	459 477	532 524			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	30 449			30 449					
Sous total	30 449			30 449					
Total	125 449	459 477	532 524	125 449	459 477	532 524			

Note 25.2 Instruments financiers à terme : juste valeur

(En milliers d'euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024	Juste Valeur Positive au 31/12/2023	Juste Valeur Négative au 31/12/2023	Encours Notionnel au 31/12/2023
Futures						
Options de change						
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt		1 171 506	1 171 506		1 086 860	1 086 860
Caps, Floors, Collars						
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices	141		141	141		141
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	141	1 171 506	1 171 647	141	1 086 860	1 087 001
Swaps de devises						
Opérations de change à terme			25 677			30 449
Sous total			25 677			30 449
Total	141	1 171 506	1 197 324	141	1 086 860	1 117 450

Note 25.3 Information sur les Swaps

Ventilation des swaps de taux d'intérêt

(En milliers d'euros)	Position ouverte isolée	Microcouverture	Macrocouverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux	88 373	134 567	955 000	
Contrats assimilés				

Transferts effectués au cours de l'exercice

Néant

Note 26 Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

La gestion du risque de contrepartie (entreprises, banques, institutionnels) s'appuie sur :

- une organisation par unité spécialisée et par métier rapportant à la Direction Générale.
- les procédures internes qui fixent les règles de prise et de suivi du risque s'appliquant aux divers opérateurs de l'établissement. Ce principe de fixation d'une limite d'engagement est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entités étatiques ou parapubliques. De même, les interventions en risque sur des contreparties contrôlées ou résidant dans un pays n'appartenant pas à l'OCDE sont plafonnées pays par pays, tous types d'opérations et d'interventions confondus. Ces « limites pays » sont révisables périodiquement.
- des méthodologies de mesure des risques. Ainsi, chaque contrepartie dispose d'une limite maximale d'engagement incluant l'ensemble des opérations.

L'exposition de l'établissement aux risques de contrepartie sur les instruments à terme et optionnels sur taux d'intérêt, change, matières premières et métaux précieux peut être mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (addon) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats.

Au 31 décembre 2024 la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique Guyane n'a réalisé aucune opération sur des produits dérivés en dehors du groupe Crédit Agricole.

Note 27 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	238 144	244 873
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	238 144	244 873
Engagements de garantie	151 901	109 200
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	1 312	2 730

Engagements d'ordre de la clientèle	150 589	106 470
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner		
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>3 882</b>	<b>1 284</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	3 882	1 284
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>608 953</b>	<b>610 884</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	176 236	168 938
Engagements reçus de la clientèle	432 717	441 946
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		

**Note 28 Actifs donnés et reçus en garantie****Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique Guyane a apporté 612 350 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 727 140 milliers d'euros en 2023. Le Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane a apporté :

196 982 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France,  
 24 113 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat),  
 contre 22 986 milliers d'euros en 2023 ;  
 391 255 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 378 312 milliers d'euros en 2023.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

En conséquence, Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane ne postera plus 191 691 M€ de créance immobilière auprès de la Banque de France.

**Note 29 Engagements donnés aux entreprises liées**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a donné une lettre de garantie à Crédit Agricole SA à hauteur 323 865 milliers d'euros.

Cette lettre de garantie intègre au réseau s'inscrit dans le cadre de la mission confiée à Crédit Agricole S.A par la loi bancaire de garantir la liquidité et la solvabilité du réseau Crédit Agricole.

D'une part, sont comptabilisés en hors bilan le montant nominal de la convention de garantie signée par la Caisse régionale, déterminé par le calcul des fonds propres au dernier arrêté social approuvé.

Cet engagement est égal à l'ensemble formé par :

- le capital,
- la prime d'émission
- les réserves,
- le report à nouveau.

D'autre part, au débit pour la Caisse régionale, le montant de l'engagement retenu pour un euro.

**Note 30 Engagements de crédit-bail**

Néant

**Note 31 Opération de désendettement de fait et de titrisation****Note 31.1 Désendettement de fait**

Néant

**Note 31.2 Titrisation**

Au 31/12/2024, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

**Note 32 Compensation des emprunts de titres et de l'épargne centralisée****Note 32.1 Emprunts de titres**

Néant

**Note 32.2 Epargne centralisée**

Néant

**Note 33 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 318	1 857
Sur opérations internes au Crédit Agricole	13 993	17 031
Sur opérations avec la clientèle	90 663	79 280
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	820	710
Produit net sur opérations de macrocouverture	17 031	13 030
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés	258	2
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>125 083</b>	<b>111 910</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 693	-3 307
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-65 079	-58 591
Sur opérations avec la clientèle	-11 231	-7 555
Charge nette sur opérations de macrocouverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-138	
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et charges assimilées		
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-78 141</b>	<b>-69 453</b>
<b>Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)</b>	<b>46 942</b>	<b>42 457</b>

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2024 est de 363 milliers d'euros contre 372 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Les opérations de macrocouverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

**Note 34 Revenus des titres à revenus variables**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	6 145	5 064
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	349	241
Opérations diverses sur titres		
<b>Total des revenus des titres à revenus variables</b>	<b>6 494</b>	<b>5 305</b>

**Note 35 Produit net des commissions**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	379	-1 922	-1 543	340	-29	311
Sur opérations internes au Crédit Agricole	4 828	-3 408	1 420	6 285	-3 117	3 168
Sur opérations avec la clientèle	23 612	-104	23 508	23 101	-53	23 048
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	144		144	126		126
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	2		2			
Sur prestations de services financiers (1)	45 069	-5 634	39 435	42 530	-4 957	37 573
Provision pour risques sur commissions	17	-16	1	183	-17	166
<b>Total produit net des commissions</b>	<b>74 051</b>	<b>-11 084</b>	<b>62 967</b>	<b>72 565</b>	<b>-8 173</b>	<b>64 392</b>

(1) Dont prestations assurance vie : 4 793 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 3 816 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**Note 36 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	597	365
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	24	30
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>621</b>	<b>395</b>

**Note 37 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux dépréciations	-291	-727
Reprises de dépréciations	2	151

<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>-289</b>	<b>-576</b>
Plus-values de cession réalisées		13
Moins-values de cession réalisées		
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>		<b>13</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>-289</b>	<b>-563</b>
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>		
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>-289</b>	<b>-563</b>

**Note 38 Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Produits divers	711	1 380
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges		
Reprises provisions	630	16
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>1 341</b>	<b>1 396</b>
Charges diverses	-73	-153
Quote part des opérations faites en commun	-22	-13
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-504	-140
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-599</b>	<b>-306</b>
<b>Total autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>742</b>	<b>1 090</b>

**Note 39 Charges générales d'exploitation**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	-25 020	-25 072
Charges sociales	-12 656	-11 330
dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-3 012	-2 948
Intéressement et participation	-3 070	-2 786
Impôts et taxes sur rémunérations	-1 581	-1 123
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-42 327</b>	<b>-40 311</b>
Refacturation et transferts de charges de personnel	258	392
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-42 069</b>	<b>-39 919</b>
<b>Frais administratifs</b>		
Impôts et taxes	-936	-1 010
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires -1	-31 295	-34 541
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-32 231</b>	<b>-35 551</b>
Refacturation et transferts de charges administratives	342	244
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-31 889</b>	<b>-35 307</b>
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-73 958</b>	<b>-75 226</b>

(1) Dont 0 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique au titre de l'exercice 2024

En 2024, il a été décidé de reclasser les refacturations des commissions interbancaires et les refacturations des pertes générées par l'activité 3\*CB en Commission (PNB). Elles étaient précédemment en charges de fonctionnement.

Pour rappel à fin décembre 2024, la refacturation des commissions interbancaires représentait 0,2 M€ et de refacturation des pertes générées par l'activité était de 1,9 M€.

**Effectif moyen****Effectif par catégorie**

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

<b>Catégories de personnel</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Cadres	114	120
Non cadres	305	276
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>419</b>	<b>396</b>
Dont : France	419	396
Etranger		



Dont : personnel mis à disposition		
------------------------------------	--	--

Le montant global des rémunérations de l'ensemble des membres du Conseil d'Administration, et des membres du comité de direction s'élève à 2 149 471 € sur l'exercice 2024.

#### Note 40 Cout du risque

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-95 115</b>	<b>-84 137</b>
Dépréciations de créances douteuses	-28 002	-22 222
Autres provisions et dépréciations	-67 113	-61 915
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>82 118</b>	<b>77 561</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	22 265	14 724
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	59 853	62 837
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>-12 997</b>	<b>-6 576</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-5 830	-191
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-2 960	-3 733
Décote sur prêts restructurés		
Récupérations sur créances amorties	5 862	79
Autres pertes	-728	-620
Autres produits		
<b>Cout du risque</b>	<b>-16 653</b>	<b>-11 041</b>

(1) Dont 2 078 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 134 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) Dont 123 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif

(3) Dont 30 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

(4) Dont 882 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

#### Note 41 Résultat net sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Immobilisations financières</b>		
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>-2 149</b>	<b>-1 522</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-2 149	-1 522
<b>Reprises de dépréciations</b>	<b>1 597</b>	<b>615</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	1 597	615
<b>Dotation ou reprise nette aux dépréciations</b>	<b>-552</b>	<b>-907</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-552	-907
<b>Plus-values de cessions réalisées</b>	<b>162</b>	
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	162	
<b>Moins-values de cessions réalisées</b>	<b>-485</b>	
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-463	
Pertes sur créances liées à des titres de participation	-22	
<b>Solde des plus et moins-values de cessions</b>	<b>-323</b>	
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-323	
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>-875</b>	<b>-907</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>		
Plus-values de cessions		
Moins-values de cessions	-22	-85
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>-22</b>	<b>-85</b>
<b>Résultat net sur actifs immobilisés</b>	<b>-897</b>	<b>-992</b>

#### Note 42 Charges et produits exceptionnels

Néant

#### Note 43 Impôt sur les bénéfices

Détermination de l'impôt (en millier d'euros)	sur résultat courant avant impôt
Base fiscale	26 607
Montant de l'impôt à payer	6 789

Intégration fiscale :

Depuis 2010, la Caisse de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est entrée dans un régime de groupe fiscal avec le crédit Agricole SA.

En application de cette convention, Crédit Agricole SA est l'unique interlocuteur de la Caisse Régionale pour le versement des acomptes et du solde de l'IS.

La convention de régime de groupe est neutre pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane qui continue à constater dans ses comptes une charge d'IS égale à celle qu'elle aurait constatée si la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'avait pas appartenu à ce Groupe, à l'exception d'une quote part de l'économie d'impôt société constatée par Crédit Agricole SA et reversée au la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane sur les dividendes perçus des sociétés membres du groupe fiscal et sur la neutralisation de la quote part de frais et charges sur les dividendes reçus de SAS la Boétie. Le montant de cette économie d'impôt société s'élève à 293 milliers d'euros en 2024.

Note 44 Informations relatives aux résultats des activités bancaires

Note 44.1 Formation du produit net bancaire par secteur d'activité

La Caisse de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane effectue la quasi totalité de son produit net bancaire sur le secteur de la Banque de proximité.

Note 44.2 Produit net bancaire par secteur d'activité et par zone géographique

La Caisse de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane effectue la quasi totalité de son produit net bancaire en France.

Note 44.3 Formation du résultat courant par secteur d'activité

La Caisse de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane effectue la quasi totalité de son résultat courant avant impôt sur le secteur de la Banque de proximité.

Note 44.4 Résultat courant par zone géographique

La Caisse de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane effectue la quasi totalité de résultat courant avant impôt en France.

Note 45 Exemption d'établir des comptes consolidés

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'est pas concernée par ces dispositions.

Note 46 Evénements postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation

Néant

Note 47 Affectation des résultats

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2024 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane du 31/03/2025.

Le texte de la résolution est le suivant :

- L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, d'un montant de **15 160 814,92 euros** comme suit
- **382 731,65 euros** pour l'intérêt à payer aux porteurs de parts sociales au titre de l'exercice 2024 ce qui correspond à un taux de **4,20 %**. Cet intérêt sera payable à partir du 1er juin 2025.
- **1 133 364,63 euros** représentant le dividende à verser aux porteurs de certificats coopératifs d'associés au titre de l'exercice 2024 soit un dividende de **0,57 euros** nets par titre. Ce dividende sera payable à partir du 1er juin 2025.
- Pour le reste à affecter, soit **13 644 718,64 euros** :
- Affectation des trois quarts à la réserve légale, soit **10 233 538,98 euros**
- Affectation du solde aux réserves facultatives, soit **3 411 179,66 euros**.

Note 48 Implantation dans des états ou territoires non coopératifs

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 2380 A du Code général des impôts.

Note 49 Publicité des honoraires de commissaires aux comptes

Collège des Commissaires aux Comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane.

(En milliers d'euros hors taxes)	MAZARS	%	KPMG	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*)	75	95%	75	95%
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)	4	5%	4	5%
Services autres que la certification des comptes				
Total	79	100%	79	100%

(\*) compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

Attestation des commissaires aux comptes et publicité

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane.

V.— Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des crédits sur une base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture. Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation. S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement. Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture, comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.3 de l'annexe aux comptes annuels, qui s'élève à 61,6 M€.	Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser. Nous avons en particulier : - mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ; - testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ; - analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ; - mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

Provisions sur encours sains et dégradés

Risque identifié	Notre réponse
Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), votre caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées). Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives ( <i>Forward</i>	Nos travaux ont notamment consisté à : - prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : - les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ; - le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut <i>Loss Given Default</i> ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2024 ; - la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation

<p><i>Looking</i>) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 24,0 M€ au 31 décembre 2024 comme détaillé dans la note 15 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <p>l'importance de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local).</p>	<p>indépendante ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeur ;</li><li>- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li><li>- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;</li><li>- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du <i>Forward Looking</i> local ;</li><li>- analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ;</li><li>- examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.</li></ul>
--	--

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane par l'assemblée générale du 21 mars 2023 pour le cabinet Forvis Mazars et du 31 mars 2016 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars était dans la deuxième année de sa mission et le cabinet KPMG dans la neuvième année de sa mission sans interruption.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf si il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il

formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes Le 13 mars 2025

Labège et Bordeaux  
FORVIS MAZARS  
Hervé KERNEIS  
Associé

Julie MALLET  
Associée

Paris La Défense  
KPMG S.A.  
Arnaud BOURDEILLE  
Associé

#### VI.— Rapport de gestion

##### Partie B.-- Comptes consolidés au 31 décembre 2024

**Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane en date du 30/01/2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 31/03/2025**

**Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers**

#### I. -- Cadre général

##### Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est une société coopérative à capital variable régie par le LIVRE V du code Rural et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Dénomination sociale : CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUYANE

Siège social : Rue case Nègres - Places d'armes - BP370-97232 LAMENTIN CEDEX

Forme juridique : Société coopérative de droit privé à capital variable régie par le code rural

Code APE : 651

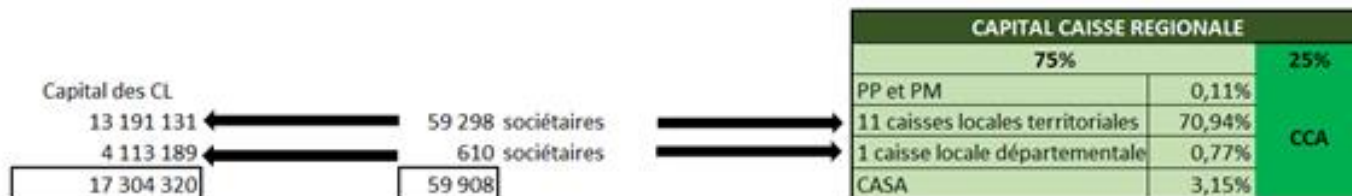
N° SIRET : 31397638300346

Sont rattachées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, 12 caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les états financiers consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, incluent les comptes de la Caisse Régionale, ainsi que les comptes des 12 Caisses Locales, de trois Sociétés Techniques de Titrisation et de la SCI La Levée.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire et est régie par le Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

#### Organigramme simplifié du Crédit Agricole Martinique Guyane



#### Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 12,1 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales,

sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

#### **Relations internes au Crédit Agricole**

##### **➤ Mécanismes financiers internes**

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

##### **• Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

##### **• Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne-logement, livret d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

##### **• Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

##### **• Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

##### **• Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

##### **• Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

##### **➤ Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2017/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 (Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF). Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette (Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF), c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### Informations relatives aux parties liées

Le tableau ci-dessous présente les créances et dettes relatives aux entreprises liées suivantes :

- SCI 106 Boulevard Général de Gaulle  
- SAS Village By CA

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations

<b>Créances</b>	<b>7 178</b>	<b>7 721</b>
Sur les établissements de crédit et institutions financières sur la clientèle	7 178	7 721
Obligations et autres titres à revenu fixe		
<b>Dettes</b>	<b>-5 003</b>	<b>-6 695</b>
Sur les établissements de crédits et institutions financières sur la clientèle	-5 003	-6 695
<b>Engagements donnés</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	10 000	10 000
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

La SCI 106 et du Village By CA Martinique Guyane ont comme gérant Mr Jean-Luc HERRY

#### Créances :

La Caisse Régionale de Martinique- Guyane a octroyé à la SCI 106 un prêt d'un montant de 8 815 K € en 2021 à la SCI 106 sur une durée de 15 ans.  
Le capital restant dû au 31/12/2024 est de 7 178 K€

#### Dettes :

Les dettes sont constituées par les soldes des DAV de la SCI 106 et du Village By CA dans les livres de la caisse régionale.

#### Engagement donné :

Une OCCC renouvelable de 10 000 K € a été accordée à la SCI 106

#### Etats financiers consolidés Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Intérêts et produits assimilés	4.1	143 990	122 720
Intérêts et charges assimilées	4.1	-95 980	-78 111
Commissions (produits)	4.2	74 065	72 366
Commissions (charges)	4.2	-11 065	-8 160
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	1 095	-154
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		-137	-206
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		1 232	52
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	5 727	4 712
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>			
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		5 727	4 712
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6		
Produit net des activités d'assurance			
<i>Produits des activités d'assurance</i>			
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>			
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>			
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>			
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>			
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>			
Produits des autres activités	4.7	1 493	827
Charges des autres activités	4.7	-1 151	-811
<b>Produit net bancaire</b>		<b>118 174</b>	<b>113 389</b>
Charges générales d'exploitation	4.8	-72 938	-73 930
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	-4 389	-4 823
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>40 847</b>	<b>34 636</b>
Coût du risque	4.10	-17 776	-12 287
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>23 071</b>	<b>22 349</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	-23	-85
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.14		
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>23 048</b>	<b>22 264</b>
Impôts sur les bénéfices	4.12	-4 748	-6 000
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.11		
<b>Résultat net</b>		<b>18 300</b>	<b>16 264</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	13.3		



Résultat net part du groupe	18 300	16 264
(1) Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées.		
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		
(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat net</b>	<b>18 300</b>	<b>16 264</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	410	-913
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	15 858	11 358
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables		
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>16 268</b>	<b>10 445</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-612</b>	<b>-143</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>15 656</b>	<b>10 302</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion		
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables		
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres		
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>15 656</b>	<b>10 302</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>33 956</b>	<b>26 566</b>
Dont part du Groupe	33 956	26 566
Dont participations ne donnant pas le contrôle		
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	300	

**Bilan actif**

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	6.1	33 426	34 294
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	56 623	28 670
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		4 521	5 562
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		52 102	23 108
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	21 565	33 838
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	197 981	174 925
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		197 981	174 925
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-3.4-6.5-6.6	3 157 034	3 194 357
Prêts et créances sur les établissements de crédit		371 803	413 620
Prêts et créances sur la clientèle		2 681 525	2 703 119
Titres de dettes		103 706	77 618
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-1 772	-17 980
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	13 053	10 579
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	52 752	55 839
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11		
Contrats d'assurance émis - Actif			
Contrats de réassurance détenus - Actif			
Participation dans les entreprises mises en équivalence	13.2		
Immeubles de placement	6.12	9 426	7 597
Immobilisations corporelles	6.13	20 157	22 940
Immobilisations incorporelles	6.13	4 984	5 682
Ecarts d'acquisition	6.14		

Total de l'actif		3 565 229	3 550 741
Bilan passif			
(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	6.1		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	3 233	3 879
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		3 233	3 879
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	20 153	14 632
Passifs financiers au coût amorti		2 962 848	2 965 069
Dettes envers les établissements de crédit	3.4-6.7	1 542 137	1 576 419
Dettes envers la clientèle	3.1-3.4-6.7	1 415 638	1 384 952
Dettes représentées par un titre	3.4-6.7	5 073	3 698
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-168	-605
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	44	89
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	85 689	109 814
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11		
Contrats d'assurance émis - Passif			
Contrats de réassurance détenus - Passif			
Provisions	6.15	14 253	10 771
Dettes subordonnées	3.4-6.16		
<b>Total dettes</b>		<b>3 086 052</b>	<b>3 103 649</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>479 177</b>	<b>447 092</b>
Capitaux propres part du Groupe		<b>479 177</b>	<b>447 092</b>
Capital et réserves liées		26 986	26 980
Réserves consolidées		382 878	368 491
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		51 013	35 357
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		18 300	16 264
Participations ne donnant pas le contrôle			
<b>Total du passif</b>		<b>3 565 229</b>	<b>3 550 741</b>

Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Part du Groupe									
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2023	20 706	376 182			396 888		25 055	25 055		421 943
Publiés										
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (2)										
Capitaux propres au 1er janvier 2023	20 706	376 182			396 888		25 055	25 055		421 943
Retraités										
Augmentation / réduction de capital	31				31					31
Dividendes versés en 2023		-1 493			-1 493					-1 493
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle										
Mouvements liés aux paiements en actions		45			45					45
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	31	-1 448			-1 417					-1 417
Variation des gains et pertes comptabilisés							10 302	10 302		10 302

<i>directement en capitaux propres</i> Résultat 2023									16 264	16 264
Autres variations Capitaux propres au 31 décembre 2023	20 737	374 734			395 471		35 357	35 357	16 264	447 092
Retraîtes Affectation du résultat 2023		16 264			16 264				-16 264	

(en milliers d'euros)	Participations ne donnant pas le contrôle					Capitaux propres consolidés
	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2023 Publiés</b>						<b>421 944</b>
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (2)						
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2023 Retraités</b>						<b>421 944</b>
Augmentation / réduction de capital						31
Dividendes versés en 2023						-1 493
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle						
Mouvements liés aux paiements en actions						45
<i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i>						-1 417
<i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>						10 302
Résultat 2023						16 264
Autres variations						
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023 Retraités</b>						<b>447 093</b>
Affectation du résultat 2023						

(en milliers d'euros)	Part du Groupe									
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2024	20 737	390 998			411 735		35 357	35 357		447 092
Retraités										
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (3)										
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraits	20 737	390 998			411 735		35 357	35 357		447 092
Augmentation / réduction de capital	6				6					6
Dividendes versés en 2024		-1 606			-1 606					-1 606
Mouvements liés aux paiements en actions		36			36					36
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	6	-1 570			-1 564					-1 564
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-305			-305		15 656	15 656		15 351
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves		-305			-305		305	305		

Résultat 2024									18 300	18 300
Autres variations		-2			-2					-2
Capitaux propres au 31 décembre 2024	20 743	389 121			409 864		51 013	51 013	18 300	479 177

(en milliers d'euros)	Participations ne donnant pas le contrôle				Capitaux propres consolidés	
	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités</b>					<b>447 093</b>	
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (3)						
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraité</b>					<b>447 093</b>	
Augmentation / réduction de capital					6	
Dividendes versés en 2024					-1 606	
Mouvements liés aux paiements en actions					36	
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>					<b>-1 564</b>	
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>					<b>15 351</b>	
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves						
Résultat 2024					18 300	
Autres variations					-2	
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>					<b>479 178</b>	

Les capitaux propres de la Caisse Régionale s'élèvent à 479.2 millions d'euros. Ils augmentent de 32.08 millions d'euros depuis la clôture de l'exercice précédent soit une hausse globale de 7 % sous l'effet :

- du résultat consolidé 2024 qui s'élève à 18.3 millions d'euros
- des distributions réalisées en 2024 qui s'élèvent à 1.6 millions d'euros

#### Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>23 048</b>	<b>22 264</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	6.15	4 389	4 823
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		21 509	12 778
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement		23	85
Résultat net des activités de financement		219	183
Autres mouvements		-677	-7 102
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>25 463</b>	<b>10 767</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-69 981	53 747
Flux liés aux opérations avec la clientèle		35 495	-168 722
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-48 148	6 255
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-27 396	-30 569
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence			
Impôts versés		-7 906	-5 345
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>		<b>-117 936</b>	<b>-144 634</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>			

<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>		<b>-69 425</b>	<b>-111 603</b>
<i>Flux liés aux participations</i>		-3 682	-1 619
<i>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</i>		-953	-2 396
<i>Flux provenant des activités abandonnées</i>			
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>		<b>-4 635</b>	<b>-4 015</b>
<i>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</i>		-1 600	-1 462
<i>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</i>		329	-3 727
<i>Flux provenant des activités abandonnées</i>			
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>		<b>-1 271</b>	<b>-5 189</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>			
<b>augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>		<b>-75 331</b>	<b>-120 807</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>		<b>282 008</b>	<b>402 540</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		34 294	51 779
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		247 714	350 761
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>206 677</b>	<b>282 008</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		33 426	34 294
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		173 251	247 714
<b>Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie</b>		<b>-75 331</b>	<b>-120 532</b>

\* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

\*\* Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).

(2) Flux liés aux participations : Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours de l'année 2024, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane s'élève à 3 682 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

\* Augmentation de capital SCI 106 BD GENERAL DE GAULLE 2 200 K€

\* Acquisition d'une nouvelle participation ESTEY SASA 120 K€

\* Sortie du titre MARCOM TV 1200 K€

\* Cession de 115 K€

\* Augmentation de capital SACAM TRANSITION ENERGIE 2 079 k€

(3) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane à ses actionnaires, à hauteur de 1 606 milliers d'euros pour l'année 2024.

(4) Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement : Au 31 décembre 2024, les émissions de dettes obligataires s'élèvent à 1 400 milliers d'euros et les remboursements à 19 milliers d'euros. Les émissions de dettes subordonnées s'élèvent à 0 milliers d'euros et les remboursements à 0 milliers d'euros.

Ce poste recense également les flux liés aux versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires.

#### IV. -- Notes annexes aux états financiers consolidés

##### 1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

##### 1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et de s sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2024.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1 <sup>ère</sup> application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
<b>Amendement IAS 1</b> Présentation des états financiers <i>Classification des passifs courants et passifs non courants</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2024	Non
<b>Amendement IFRS 16</b> Contrats de location <i>Dettes locatives dans une opération de cession-bail</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2024	Non
<b>Amendement IAS 1</b> Présentation des états financiers <i>Dettes non courantes avec covenants</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2024	Non
<b>Amendement IAS 7 / IFRS 7</b> Opérations d'affacturage	1 <sup>er</sup> janvier 2024	Non

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option

n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2024 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2024.

IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, publiés en mai 2024 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, sous réserve d'adoption par l'Union européenne, viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
<b>IAS 27</b> Fusion entre une société mère et sa filiale dans des états financiers individuels	30 janvier 2024	Non
<b>IAS 37</b> Engagements liés au climat	29 avril 2024	Non <sup>(*)</sup>
<b>IFRS 3</b> Paieements subordonnés à l'emploi continu pendant les périodes de transfert	29 avril 2024	Non
<b>IFRS 8</b> Disclosure des revenus et des dépenses pour les segments à présenter	29 juillet 2024	Non

(\*) Pour la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane au 31 décembre 2024 aucune provision n'est à comptabiliser.

1.2 Principes et méthodes comptables

➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les actifs et les passifs des contrats d'assurance ;
- les actifs et les passifs des contrats de réassurance ;
- les passifs des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les actifs d'impôts différés ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

## ➤ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

### ✓ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

### ✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

#### • Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

#### • Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

### ✓ Actifs financiers

#### • Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

#### ○ Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle « Collecte » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle « Collecte et Vente » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle « Autre / Vente » dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

#### ❖ Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

#### ❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).



En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

#### ❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;

- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

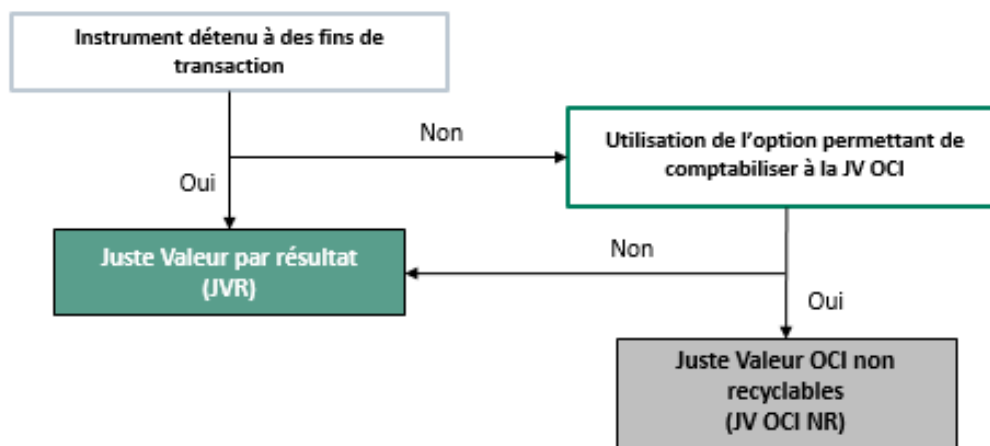
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

#### ○ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



#### ❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

#### ❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

#### • Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

#### • Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

#### ✓ Passifs financiers

##### • Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

##### ❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

##### ❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

##### ❖ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## ❖ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.15 « Provisions ».

## • Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

## • Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

## • Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

## ✓ Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens de l'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

## ✓ Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

## • Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant de l'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

## • Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Stages) :

- 1<sup>ère</sup> étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.
- 2<sup>ème</sup> étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane comptabilise les pertes attendues à maturité.
- 3<sup>ème</sup> étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la

suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Stage 2*, puis en *Stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

#### ○ Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

#### ○ La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

#### ● Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (*Stage 1*) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (*Stage 2 et 3*), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

• Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (Forward Looking Central) ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en *Stage 2* dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bps. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

2. Critère absolu

- Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.
- Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2
- L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêt, seront classés en Stage 1 et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Stage 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'il aurait pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage 3* aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

- ✓ Instruments financiers dérivés

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture

- Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couvertures s'effectue par le biais d'échéanciers.

- Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;

- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

#### ✓ Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

#### • Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

##### ○ Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

##### ○ Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane utilise des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

##### ○ Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

#### ✓ Compensation des actifs et passifs financiers



Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

#### ✓ Gains ou pertes nets sur instruments financiers

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

#### ✓ Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

#### ➤ Provisions (dont IAS 37)

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat)
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le

montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.

- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêtés des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 « Provisions ».

#### ➤ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

#### ✓ **Avantages à court terme**

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés.

#### ✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

##### • Régimes à prestations définies

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse Régionale de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a souscrit des assurances auprès de Prédicta et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique « Provisions ». Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

##### • Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

**✓ Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

**✓ Indemnités de cessation d'emploi**

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

**➤ Impôts sur le résultat (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les passifs et actifs d'impôts exigibles et différés doivent être évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Lundi 2 décembre 2024, la responsabilité du gouvernement français a été engagée par le déclenchement de l'article 49.3 de la Constitution concernant le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025. Mercredi 4 décembre 2024, une des motions de censure déposées a été adoptée, aboutissant à la démission du gouvernement et à la suspension des travaux de l'Assemblée nationale, notamment la Loi de Finance 2025 qui prévoyait initialement des contributions exceptionnelles additionnelles à l'Impôt sur les Sociétés.

À la suite de ces événements et à ce stade, les différentes options au niveau législatif possibles conduisent à reconduire le budget 2024 en 2025 dans l'attente de discussions législatives.

Ainsi à date, il convient alors de considérer un maintien du taux d'IS à 25,83% (conformément au budget 2024) pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts exigibles et différés au 31 décembre 2024.

**✓ Impôts exigibles**

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

**✓ Impôts différés**

Certaines opérations réalisées par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et

- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;

- Soit par un regroupement d'entreprises.

#### • Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

#### • Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

#### ✓ Risques fiscaux

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

#### ➤ Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles et incorporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

#### ➤ Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

#### ➤ Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.

b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

#### ➤ Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

##### Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part

l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

• S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les immobilisations corporelles à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location. Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

#### **Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain de ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée initiale sera estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

#### **➤ Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;

- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

### 1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

#### ➤ Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

#### ✓ Consolidation des Caisses régionales

Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de la Martinique et de la Guyane représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

#### ✓ Notions de contrôle

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

#### ➤ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

#### ➤ Retraitements et éliminations

Conformément à IFRS 10, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

#### ➤ Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Néant

#### ➤ Regroupements d'entreprises – Ecarts d'acquisition

Néant

### *2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période*

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2024 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 ».

#### ➤ Pilier 2 - Globe

Les nouvelles règles fiscales internationales établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15%, sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Le premier exercice d'application de ces règles est l'exercice 2024.

Sur la base des dispositions de la Directive européenne adoptée fin 2022 et sa transposition dans les pays de l'union européenne, le Groupe a procédé à une estimation de l'impôt complémentaire GloBE au titre de l'année 2024.

En outre, conformément aux amendements à la norme IAS 12, publiés le 23 mai 2023 par l'IASB et adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire à la comptabilisation des impôts différés liés à la mise en œuvre des règles GloBE.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'est pas concernée par le pilier 2 GloBE.

#### ➤ FCT Crédit Agricole Habitat 2024

Au 31/12/2024, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.



La Caisse Régionale Martinique Guyane a fait une cession de 3,0 M€ de créances dont 1,7 M€ de titres auto souscrits (1,4 M€ de titres seniors et 0,3 M€ de titres subordonnés) et 1,3 M€ placés sur le marché.

➤ Filières

La Caisse Régionale a fait évoluer ses filières de provisionnement :

- Au 31 Décembre 2024, 10 filières vs 5 au 31 Décembre 2023,
- Au titre des instructions groupe:
    - o Filière PGE, dégradation en Bucket 2 des PGE en Bucket 1 en raison du contexte macroéconomique restant incertain notamment sur les bénéficiaires des PGE
  - Au titre des risques détectés sur des secteurs économiques :
    - o PIM (mise en place au T3 2023),
    - o Agroalimentaire (mise en place au T4 2022 et révisée au T2 2023),
    - o Divers (holding & soutien aux entreprises, mise en place au T4 2022 et révisée en T2 2023),
    - o Tourisme Hôtel Restauration (mise en place au T1 2022 et révisée au T3 2024)
    - o BTP (mise en place au T3 2023 et révisée au T3 2024)
    - o Distribution retail (mise en place au T3 2024)
  - Au titre des Risques Climatiques, dégradation des contrats situés en zone avec un risque fort 4, avec garanties hypothécaires et caution solidaire et personnelle. L'étude réalisée par le « Journal of Geography & Natural Disaster » montre que les biens immobiliers peuvent se dévaluer de 20% à 50% après une catastrophe naturelle majeure

L'impact de ces filières est de +2 254k€ (en phase de Forward Looking Local - FLL).

Au global, au 31 décembre 2024, la provision IFRS s'élève à 26 049k€ soit un coût du risque IFRS de +3 561k€.

Compte tenu de sa situation géographique et de son environnement, la Caisse régionale est de façon endémique sujet à un risque climatique et environnemental élevé, au demeurant déjà appréhendé d'une certaine façon dans le calcul du risque de crédit de la Caisse Régionale. Les travaux initiés en 2023, se sont poursuivis en 2024 pour intégrer plus finement les risques environnementaux (physiques et de transition) dans la mesure des risques de crédits et de contreparties de la Caisse Régionale.

3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est assurée par le domaine risque. Ce domaine est rattaché au Directeur général adjoint et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

Cf. chapitre "Facteurs de risque – Risques de crédit" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	77 004	-43	700	-43			77 704	-86	77 618
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre									
Transferts de Stage 1 vers Stage 2									
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
Total après transferts	77 004	-43	700	-43			77 704	-86	77 618
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	25 609	-3		14			25 609	11	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	26 590	-7					26 590	-7	
Décomptabilisation : cession, remboursement,	-981	4					-981	4	

arrivée à échéance...									
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières				14				14	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres									
<b>Total</b>	<b>102 613</b>	<b>-46</b>	<b>700</b>	<b>-29</b>			<b>103 313</b>	<b>-75</b>	<b>103 238</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable	434		34				468		
spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)									
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>103 047</b>	<b>-46</b>	<b>734</b>	<b>-29</b>			<b>103 781</b>	<b>-75</b>	<b>103 706</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

**Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
<b>Au 31 décembre 2023</b>	35 352						35 352		35 352
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre									
Transferts de Stage 1 vers Stage 2									
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
<b>Total après transferts</b>	<b>35 352</b>						<b>35 352</b>		<b>35 352</b>
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	4 171						4 171		
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	4 285	-11					4 285	-11	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-114	1					-114	1	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie		10						10	
Variations de périmètre									
Autres									
<b>Total</b>	<b>39 523</b>						<b>39 523</b>		<b>39 523</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités	-205						-205		

d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3) <b>Au 31 décembre 2024</b> Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									
	39 318						39 318		39 318

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

### Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
<b>Au 31 décembre 2023</b>	2 305 177	-7 393	344 630	-13 114	130 239	-56 420	2 780 046	-76 927	2 703 119
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre</b>	-96 575	-929	67 882	2 802	28 693	-10 862		-8 989	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-207 394	467	207 394	-1 636				-1 169	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	123 361	-1 551	-123 361	3 478				1 927	
Transferts vers Stage 3 (1)	-14 180	165	-18 531	1 032	32 711	-11 917		-10 720	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	1 638	-10	2 380	-72	-4 018	1 055		973	
<b>Total après transferts</b>	2 208 602	-8 322	412 512	-10 312	158 932	-67 282	2 780 046	-85 916	2 694 130
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	45 403	-845	-42 213	-4 541	-33 335	5 604	-30 145	218	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	423 791	-2 708	48 609	-2 983			472 400	-5 691	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance... Passages à perte	-374 551	1 460	-90 822	1 767	-24 766	12 219	-490 139	15 446	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières					-8 569	2 810	-8 569	2 810	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		403		-3 325		17		17	
Changements dans le modèle / méthodologie						-10 575		-13 497	
Variations de périmètre									
Autres	-3 837					1 133	-3 837	1 133	
<b>Total</b>	2 254 005	-9 167	370 299	-14 853	125 597	-61 678	2 749 901	-85 698	2 664 203
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	3 620		-366		14 068		17 322		
<b>Au 31 décembre 2024</b>	2 257 625	-9 167	369 933	-14 853	139 665	-61 678	2 767 223	-85 698	2 681 525

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes

Néant

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur les établissements de crédit**

Néant

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur la clientèle**

Néant

**Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	225 945	-737	17 756	-607	1 172	-53	244 873	-1 397	243 476
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-3 112	-37	2 850	113	262	-209		-133	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-4 798	13	4 798	-23				-10	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	1 799	-55	-1 799	61				6	
Transferts vers Stage 3 (1)	-223	11	-163	82	386	-308		-215	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	110	-6	14	-7	-124	99		86	
Total après transferts	222 833	-774	20 606	-494	1 434	-262	244 873	-1 530	243 343
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-5 871	15	-1 577	3	720	57	-6 728	75	
Nouveaux engagements donnés (2)	140 864	-568	10 693	-354			151 557	-922	
Extinction des engagements	-146 735	586	-12 270	562	-373	18	-159 378	1 166	
Passages à perte					-504		-504		
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-3		-205		39		-169	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre					1 597		1 597		
Autres									
Au 31 décembre 2024	216 962	-759	19 029	-491	2 154	-205	238 145	-1 455	236 690

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

**Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	102 060	-266	3 118	-276	2 770	-389	107 948	-931	107 017
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	459	-23	-459	229				206	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-1 241	62	1 241	-621				-559	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	1 700	-85	-1 700	850				765	
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
Total après transferts	102 519	-289	2 659	-47	2 770	-389	107 948	-725	107 223

Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	43 595	-202	60	-157	299	-1 163	43 954	-1 522	
Nouveaux engagements donnés (2)	54 826	-62	110	-10			54 936	-72	
Extinction des engagements	-11 231	59					-11 231	59	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-199		-147		-1 163		-1 509	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres			-50		299		249		
Au 31 décembre 2024	146 114	-491	2 719	-204	3 069	-1 552	151 902	-2 247	149 655

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

### 3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

#### Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>21 262</b>					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 521					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	16 741					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>21 565</b>					
<b>Total</b>	<b>42 827</b>					

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>13 421</b>					

<b>de compte)</b>						
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 562					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	7 859					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>33 838</b>					
<b>Total</b>	<b>47 259</b>					

**Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation**

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>2 824 549</b>		<b>1 170 698</b>	<b>125 383</b>	<b>628 872</b>	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	77 987		31 881	4 945	27 632	
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	<b>39 318</b>					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle	<b>2 681 525</b>		<b>1 170 698</b>	<b>125 383</b>	<b>628 872</b>	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	77 987		31 881	4 945	27 632	
Titres de dettes	<b>103 706</b>					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
<b>Total</b>	<b>2 824 549</b>		<b>1 170 698</b>	<b>125 383</b>	<b>628 872</b>	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	77 987		31 881	4 945	27 632	

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes						
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>2 816 089</b>		<b>1 161 221</b>	<b>130 192</b>	<b>640 636</b>	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	73 819		27 919	7 635	23 178	
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	<b>35 352</b>					
dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle	<b>2 703 119</b>		<b>1 161 221</b>	<b>130 192</b>	<b>640 636</b>	
dont : actifs dépréciés en date de clôture	73 819		27 919	7 635	23 178	
Titres de dettes	<b>77 618</b>					

dont : actifs dépréciés en date de clôture					
<b>Total</b>	<b>2 816 089</b>		<b>1 161 221</b>	<b>130 192</b>	<b>640 636</b>
dont : actifs dépréciés en date de clôture	73 819		27 919	7 635	23 178

Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	149 655	1 312			916	
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 517				916	
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	236 690		23 265	4 322	22 773	
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 949			13	107	
<b>Total</b>	<b>386 345</b>	<b>1 312</b>	<b>23 265</b>	<b>4 322</b>	<b>23 689</b>	
dont : engagements provisionnés en date de clôture	3 466			13	1 023	

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	107 017	1 478			826	
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 381				826	
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	243 476		49 772	5 148	22 049	
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 119			3	68	
<b>Total</b>	<b>350 493</b>	<b>1 478</b>	<b>49 772</b>	<b>5 148</b>	<b>22 875</b>	
dont : engagements provisionnés en date de clôture	3 500			3	894	

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s’agit de créances pour lesquelles la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a modifié les conditions financières initiales (taux d’intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l’emprunteur, selon des modalités qui n’auraient pas été envisagées dans d’autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 “Principes et méthodes comptables”, chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l’objet d’une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l’issue de la restructuration est de :

(en milliers d'euros)	2024		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>			
Valeur comptable brute avant modification			
Gains ou pertes nets de la modification			
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>		76	3 327
Valeur comptable brute avant modification		76	3 327
Gains ou pertes nets de la modification			
<b>Titres de dettes</b>			
Valeur comptable brute avant modification			
Gains ou pertes nets de la modification			

Selon les principes établis dans la note 1.2 “Principes et méthodes comptables”, chapitre “Instruments financiers - Risque de crédit”, les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l’objet d’un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
<b>Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période</b>	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	
Prêts et créances sur la clientèle	
Titres de dettes	
<b>Total</b>	

### 3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

#### Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d’enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

#### Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	802 502	-230	35 181	-778			836 675
	0,5% < PD ≤ 2%	220 294	-656	74 871	-1 434			293 075
	2% < PD ≤ 20%	112 627	-1 457	97 888	-5 619			203 439
	20% < PD < 100%			6 253	-743			5 510
	PD = 100%					75 611	-33 350	42 261
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>1 135 423</b>	<b>-2 343</b>	<b>214 193</b>	<b>-8 574</b>	<b>75 611</b>	<b>-33 350</b>	<b>1 380 960</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	685 575	-945	27 068	-480			711 218
	0,6% < PD < 12%	578 991	-5 926	114 660	-4 361			683 364
	12% ≤ PD < 100%			14 747	-1 468			13 279
	PD = 100%					64 054	-28 328	35 726
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>1 264 566</b>	<b>-6 871</b>	<b>156 475</b>	<b>-6 309</b>	<b>64 054</b>	<b>-28 328</b>	<b>1 443 587</b>
<b>Total</b>		<b>2 399 990</b>	<b>-9 213</b>	<b>370 667</b>	<b>-14 882</b>	<b>139 665</b>	<b>-61 678</b>	<b>2 824 549</b>

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	831 091	17 277		848 368
	0,5% < PD ≤ 2%	211 551	75 411		286 962
	2% < PD ≤ 20%	91 520	122 518		214 038
	20% < PD < 100%		7 317		7 317
	PD = 100%			66 286	66 286
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>1 134 162</b>	<b>222 523</b>	<b>66 286</b>	<b>1 422 971</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	734 010	6 088		740 098
	0,6% < PD < 12%	549 361	90 473		639 834
	12% ≤ PD < 100%		26 246		26 246
	PD = 100%			63 953	63 953
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>1 283 371</b>	<b>122 807</b>	<b>63 953</b>	<b>1 470 131</b>
Dépréciations			-7 436	-56 420	-77 013
<b>Total</b>		<b>2 410 097</b>	<b>332 173</b>	<b>73 819</b>	<b>2 816 089</b>

#### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables



Néant

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	53 953	-18	1 605	-7	-	-	55 533
	0,5% < PD ≤ 2%	13 410	-58	1 484	-14	-	-	14 822
	2% < PD ≤ 20%	7 278	-117	3 054	-101	-	-	10 114
	20% < PD < 100%	-	-	318	-25	-	-	293
	PD = 100%	-	-	-	-	669	-142	527
Total Clientèle de détail		74 641	-193	6 461	-147	669	-142	81 289
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	83 288	-147	1 520	-6	-	-	84 655
	0,6% < PD < 12%	59 033	-419	8 194	-214	-	-	66 594
	12% ≤ PD < 100%	-	-	2 854	-124	-	-	2 730
	PD = 100%	-	-	-	-	1 485	-63	1 422
Total Hors clientèle de détail		142 321	-566	12 568	-344	1 485	-63	155 401
Total		216 962	-759	19 029	-491	2 154	-205	236 690

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	53 002	543	-	53 545
	0,5% < PD ≤ 2%	12 357	1 763	-	14 120
	2% < PD ≤ 20%	8 564	3 353	-	11 917
	20% < PD < 100%	-	477	-	477
	PD = 100%	-	-	509	509
Total Clientèle de détail		73 923	6 136	509	80 568
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	96 986	500	-	97 486
	0,6% < PD < 12%	55 036	9 483	-	64 519
	12% ≤ PD < 100%	-	1 637	-	1 637
	PD = 100%	-	-	663	663
Total Hors clientèle de détail		152 022	11 620	663	164 305
Provisions (1)		-737	-607	-53	-1 397
Total		225 208	17 149	1 119	243 476

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	133						133

	0,5%<PD≤2%	316	-2				314
	2%<PD≤20%	645	-3	12	-1		653
	20%<PD<100%						-
	PD = 100%					65	65
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>1 094</b>	<b>-5</b>	<b>12</b>	<b>-1</b>	<b>65</b>	<b>1 165</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	114 580	-54	894	-93		115 327
	0,6%<PD<12%	30 440	-432	739	-9		30 738
	12%≤PD<100%			1 074	-101		973
	PD = 100%					3 004	1 452
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>145 020</b>	<b>-486</b>	<b>2 707</b>	<b>-203</b>	<b>3 004</b>	<b>148 490</b>
<b>Total</b>		<b>146 114</b>	<b>-491</b>	<b>2 719</b>	<b>-204</b>	<b>3 069</b>	<b>149 655</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	66			66
	0,5% < PD ≤ 2%	319			319
	2% < PD ≤ 20%		13		13
	20% < PD < 100%				-
	PD = 100%			330	330
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>385</b>	<b>13</b>	<b>330</b>	<b>728</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	70 132	174		70 306
	0,6% < PD < 12%	31 543	1 959		33 502
	12% ≤ PD < 100%		972		972
	PD = 100%			2 440	2 440
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>101 675</b>	<b>3 105</b>	<b>2 440</b>	<b>107 220</b>
Provisions (1)		(266)	-276	-389	-931
<b>Total</b>		<b>101 794</b>	<b>2 842</b>	<b>2 381</b>	<b>107 017</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

#### Concentrations du risque de crédit par agent économique

##### Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

Néant

##### Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	215 019	-178	996	-12	75	-2	216 090
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	68 471	-18	-	-	-	-	68 471
Grandes entreprises	981 076	-6 675	155 479	-6 297	63 979	-28 326	1 200 534
Clientèle de détail	1 135 424	-2 342	214 192	-8 573	75 611	-33 350	1 425 227
<b>Total</b>	<b>2 399 990</b>	<b>-9 213</b>	<b>370 667</b>	<b>-14 882</b>	<b>139 665</b>	<b>-61 678</b>	<b>2 910 322</b>

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	202 877	-220	1 293	-11	-	-	204 170
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-

Etablissements de crédit	64 379	-16	-	-	-	-	64 379
Grandes entreprises	1 016 115	-5 085	121 514	-5 137	63 953	-25 193	1 201 582
Clientèle de détail	1 134 162	-2 115	222 523	-8 009	66 286	-31 227	1 422 971
<b>Total</b>	<b>2 417 533</b>	<b>-7 436</b>	<b>345 330</b>	<b>-13 157</b>	<b>130 239</b>	<b>-56 420</b>	<b>2 893 102</b>

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

Néant

Dettes envers la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)		31/12/2024	31/12/2023
Administration générale		2 684	2 941
Grandes entreprises		736 650	688 211
Clientèle de détail		676 304	693 800
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>		<b>1 415 638</b>	<b>1 384 952</b>

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale							
Banques centrales							
Etablissements de crédit							
Grandes entreprises	142 321	-566	12 568	-344	1 485	-63	156 374
Clientèle de détail	74 641	-193	6 461	-147	669	-142	81 771
<b>Total</b>	<b>216 962</b>	<b>-759</b>	<b>19 029</b>	<b>-491</b>	<b>2 154</b>	<b>-205</b>	<b>238 145</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale	128					-	128
Banques centrales						-	-
Etablissements de crédit						-	-
Grandes entreprises	151 894	-494	11 620	-166	663	-18	164 177
Clientèle de détail	73 923	-243	6 136	-441	509	-35	80 568
<b>Total</b>	<b>225 945</b>	<b>-737</b>	<b>17 756</b>	<b>-607</b>	<b>1 172</b>	<b>-53</b>	<b>244 873</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale							
Banques centrales							
Etablissements de crédit	1 312						1 312
Grandes entreprises	143 708	-486	2 707	-203	3 004	-1 552	149 419
Clientèle de détail	1 094	-5	12	-1	65		1 171
<b>Total</b>	<b>146 114</b>	<b>-491</b>	<b>2 719</b>	<b>-204</b>	<b>3 069</b>	<b>-1 552</b>	<b>151 902</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois	Engagements soumis à une ECL à maturité	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			

		(Stage 1) (1)	(Stage 2)	(1)			
Administration générale							
Banques centrales							
Etablissements de crédit	1 478						1 478
Grandes entreprises	100 197	-265	3 105	-274	2 440	-62	105 742
Clientèle de détail	385	-1	13	-2	330	-327	728
<b>Total</b>	<b>102 060</b>	<b>-266</b>	<b>3 118</b>	<b>-276</b>	<b>2 770</b>	<b>-389</b>	<b>107 948</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### Concentrations du risque de crédit par zone géographique

#### Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	2 387 434	370 667	139 665	<b>2 897 766</b>	2 405 550	344 940	130 239	<b>2 880 729</b>
Autres pays de l'Union européenne	11 815			<b>11 815</b>	11 442	145		<b>11 587</b>
Autres pays d'Europe	381			<b>381</b>	396			<b>396</b>
Amérique du Nord	261			<b>261</b>	36	245		<b>281</b>
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient	7			<b>7</b>	11			<b>11</b>
Asie et Océanie (hors Japon)	92			<b>92</b>	98			<b>98</b>
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Dépréciations	-9 213	-14 882	-61 678	<b>-85 773</b>	-7 436	-13 157	-56 420	<b>-77 013</b>
<b>Total</b>	<b>2 390 777</b>	<b>355 785</b>	<b>77 987</b>	<b>2 824 549</b>	<b>2 410 097</b>	<b>332 173</b>	<b>73 819</b>	<b>2 816 089</b>

#### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

Néant

#### Dettes envers la clientèle par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	1 414 415	1 383 986
Autres pays de l'Union européenne	348	349
Autres pays d'Europe	48	96
Amérique du Nord	696	364
Amériques centrale et du Sud	38	25
Afrique et Moyen-Orient	80	127
Asie et Océanie (hors Japon)	13	5
Japon		
Organismes supra-nationaux		
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>1 415 638</b>	<b>1 384 952</b>

#### Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	216 888	19 023	2 154	<b>238 065</b>	225 903	17 751	1 172	<b>244 826</b>
Autres pays de l'Union européenne	47	6		<b>53</b>	14	5		<b>19</b>
Autres pays d'Europe	2			<b>2</b>	2			<b>2</b>
Amérique du Nord	18			<b>18</b>	19			<b>19</b>

Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient	6			6	6			6
Asie et Océanie (hors Japon)	1			1	1			1
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Provisions (1)	-759	-491	-205	-1 455	-737	-607	-53	-1 397
<b>Total</b>	<b>216 203</b>	<b>18 538</b>	<b>1 949</b>	<b>236 690</b>	<b>225 208</b>	<b>17 149</b>	<b>1 119</b>	<b>243 476</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

#### Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	146 114	2 719	3 069	151 902	102 060	3 118	2 770	107 948
Autres pays de l'Union européenne								
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Provisions (1)	-491	-204	-1 552	-2 247	-266	-276	-389	-931
<b>Total</b>	<b>145 623</b>	<b>2 515</b>	<b>1 517</b>	<b>149 655</b>	<b>101 794</b>	<b>2 842</b>	<b>2 381</b>	<b>107 017</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### 3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

#### Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<b>Titres de dettes</b>									
Administration générale									
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
<b>Prêts et créances</b>	<b>28 670</b>	<b>5 484</b>		<b>24 274</b>	<b>13 650</b>		<b>2 555</b>	<b>4 296</b>	<b>51 428</b>
Administration générale	3 147	3 999							
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises	16 227	1 125		15 030	8 879		331	2 507	23 631
Clientèle de détail	9 296	360		9 244	4 771		2 224	1 789	27 797
<b>Total</b>	<b>28 670</b>	<b>5 484</b>		<b>24 274</b>	<b>13 650</b>		<b>2 555</b>	<b>4 296</b>	<b>51 428</b>

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2023								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<b>Titres de dettes</b>									
Administration générale									
Banques centrales									

Etablissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
<b>Prêts et créances</b>	<b>79 791</b>	<b>762</b>		<b>20 045</b>	<b>6 047</b>		<b>3 990</b>	<b>1 704</b>	<b>53 822</b>
Administration générale	31 079								
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises	39 346	646		10 570	3 330		2 790	98	29 173
Clientèle de détail	9 366	116		9 475	2 717		1 200	1 606	24 649
<b>Total</b>	<b>79 791</b>	<b>762</b>	<b>-</b>	<b>20 045</b>	<b>6 047</b>	<b>-</b>	<b>3 990</b>	<b>1 704</b>	<b>53 822</b>

### 3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane au risque souverain sont les suivantes :

#### Activité bancaire

31/12/2024 (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
France	-	-	-	35 969	35 969	268	36 237
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35 969</b>	<b>35 969</b>	<b>268</b>	<b>36 237</b>

31/12/2023 (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
France	-	-	-	9 847	9 847	-	9 847
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 847</b>	<b>9 847</b>	<b>-</b>	<b>9 847</b>

#### Activité d'assurance

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de Martinique et de la Guyane n'est pas soumise à l'exposition à la dette souveraine pour l'activité assurance.

### 3.3 Risque de marché

(Cf. Rapport de gestion page 80)

#### Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

#### Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	736	13 978	6 851	21 565
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	736	13 978	6 851	21 565
Opérations de change à terme				
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>736</b>	<b>13 978</b>	<b>6 851</b>	<b>21 565</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	

<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	<b>1 187</b>	<b>19 099</b>	<b>13 552</b>	<b>33 838</b>
<b>Instruments de devises</b>				
<b>Autres instruments</b>				
<b>Sous-total</b>	<b>1 187</b>	<b>19 099</b>	<b>13 552</b>	<b>33 838</b>
Opérations de change à terme				
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>1 187</b>	<b>19 099</b>	<b>13 552</b>	<b>33 838</b>

**Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif**

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	332	4 881	14 940	20 153
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	332	4 881	14 940	20 153
Opérations de change à terme				
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	332	4 881	14 940	20 153

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	284	3 874	10 474	14 632
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	284	3 874	10 474	14 632
Opérations de change à terme				
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	284	3 874	10 474	14 632

**Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif**

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt		69	4 243	4 312
Instruments de devises et or				
Autres instruments		170	7	177
Sous-total		239	4 250	4 489
Opérations de change à terme	32			32
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	32	239	4 250	4 521

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt		52	5 125	5 177
Instruments de devises et or				
Autres instruments		346	14	360
Sous-total		398	5 139	5 537
Opérations de change à terme	25			25
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	25	398	5 139	5 562

**Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif**

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt		69	3 070	3 139

<b>Instruments de devises et or</b>				
<b>Autres instruments</b>		<b>76</b>		<b>76</b>
<b>Sous-total</b>		<b>145</b>	<b>3 070</b>	<b>3 215</b>
Opérations de change à terme	18			18
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>18</b>	<b>145</b>	<b>3 070</b>	<b>3 233</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>		<b>53</b>	<b>3 718</b>	<b>3 771</b>
<b>Instruments de devises et or</b>				
<b>Autres instruments</b>		<b>99</b>		<b>99</b>
<b>Sous-total</b>		<b>152</b>	<b>3 718</b>	<b>3 870</b>
Opérations de change à terme	9			9
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>9</b>	<b>152</b>	<b>3 718</b>	<b>3 879</b>

#### Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	<b>1 184 365</b>	<b>1 094 121</b>
<b>Instruments de devises et or</b>		
<b>Autres instruments</b>	<b>141</b>	<b>141</b>
<b>Sous-total</b>	<b>1 184 506</b>	<b>1 094 262</b>
Opérations de change à terme	25 677	30 449
<b>Total Notionnels</b>	<b>1 210 183</b>	<b>1 124 711</b>

#### Risque de change

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'est pas concernée.

#### **3.4 Risque de liquidité et de financement**

(Cf. Rapport de gestion page 87)

#### *Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle*

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	179 554	5 396	168 394	18 459		<b>371 803</b>
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	225 397	323 052	940 148	1 277 806	820	<b>2 767 223</b>
<b>Total</b>	<b>404 951</b>	<b>328 448</b>	<b>1 108 542</b>	<b>1 296 265</b>	<b>820</b>	<b>3 139 026</b>
<b>Dépréciations</b>						<b>-85 698</b>
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>3 053 328</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	413 620					<b>413 620</b>
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	223 140	296 584	1 008 190	1 247 302	4 830	<b>2 780 046</b>
<b>Total</b>	<b>636 760</b>	<b>296 584</b>	<b>1 008 190</b>	<b>1 247 302</b>	<b>4 830</b>	<b>3 193 666</b>
<b>Dépréciations</b>						<b>-76 927</b>
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>3 116 739</b>

#### *Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle*

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	126 623	308 710	840 206	266 598		<b>1 542 137</b>
Dettes envers la clientèle	1 236 902	102 077	75 569	1 090		<b>1 415 638</b>
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>1 363 525</b>	<b>410 787</b>	<b>915 775</b>	<b>267 688</b>		<b>2 957 775</b>



et la clientèle						
(en milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 576 419					1 576 419
Dettes envers la clientèle	1 255 119	61 423	63 618	4 792		1 384 952
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>2 831 538</b>	<b>61 423</b>	<b>63 618</b>	<b>4 792</b>		<b>2 961 371</b>

**Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées**

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables						
Emprunts obligataires	25			5 048		5 073
Autres dettes représentées par un titre						
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>25</b>			<b>5 048</b>		<b>5 073</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée				279	-279	
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel						
Titres et emprunts participatifs						
<b>Total Dettes subordonnées</b>				<b>279</b>	<b>-279</b>	

(en milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables						
Emprunts obligataires	31			3 667		3 698
Autres dettes représentées par un titre						
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>31</b>			<b>3 667</b>		<b>3 698</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée				51	-51	
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel						
Titres et emprunts participatifs						
<b>Total Dettes subordonnées</b>				<b>51</b>	<b>-51</b>	

**Garanties financières en risque données par maturité attendue**

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	981					981

(en milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	826					826

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

**3.5 Comptabilité de couverture**

(Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

**Couverture de juste valeur**

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	21 565	20 153	1 089 563	33 838	14 632	996 875
Couverture de flux de trésorerie						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Total Instruments dérivés de couverture	21 565	20 153	1 089 563	33 838	14 632	996 875

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2024 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

Opérations sur instruments dérivés de couverture: analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	120 769	429 787	539 007	1 089 563
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	120 769	429 787	539 007	1 089 563
Opérations de change à terme				
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	120 769	429 787	539 007	1 089 563

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	95 000	452 670	449 205	996 875
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	95 000	452 670	449 205	996 875
Opérations de change à terme				
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	95 000	452 670	449 205	996 875

La note 3.3 «Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		

<b>Couverture de juste valeur</b>								
<b>Marchés organisés et de gré à gré</b>	<b>2 720</b>	<b>4 081</b>	<b>1 053</b>	<b>126 963</b>	<b>3 843</b>	<b>3 947</b>	<b>-448</b>	<b>121 875</b>
Taux d'intérêt	2 720	4 081	1 053	126 963	3 843	3 947	-448	121 875
Change								
Autres								
<b>Total des micro-couvertures de juste valeur</b>	<b>2 720</b>	<b>4 081</b>	<b>1 053</b>	<b>126 963</b>	<b>3 843</b>	<b>3 947</b>	<b>-448</b>	<b>121 875</b>
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	18 845	16 072	-15 815	962 600	29 995	10 685	-31 549	875 000
<b>Total couverture de juste valeur</b>	<b>21 565</b>	<b>20 153</b>	<b>-14 762</b>	<b>1 089 563</b>	<b>33 838</b>	<b>14 632</b>	<b>-31 997</b>	<b>996 875</b>

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

#### Eléments couverts

Micro-couvertures (en milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
<b>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>								
Taux d'intérêt								
Change								
Autres								
<b>Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti</b>	<b>124 464</b>	<b>-2 499</b>		<b>-1 048</b>	<b>120 413</b>	<b>-1 462</b>		<b>465</b>
Taux d'intérêt	124 464	-2 499		-1 048	120 413	-1 462		465
Change								
Autres								
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif</b>	<b>124 464</b>	<b>-2 499</b>		<b>-1 048</b>	<b>120 413</b>	<b>-1 462</b>		<b>465</b>
<b>Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti</b>								
Taux d'intérêt								
Change								
Autres								
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif</b>								

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	950 828		832 009	15
<b>Total - Actifs</b>	<b>950 828</b>		<b>832 009</b>	<b>15</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	9 832		24 391	

Total - Passifs	9 832		24 391
-----------------	-------	--	--------

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	-14 762	14 738	-24	-31 997	31 830	-167
Change						
Autres						
Total	-14 762	14 738	-24	-31 997	31 830	-167

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Instruments dérivés de couverture

Néant

Impacts de la comptabilité de couverture

Néant

3.6 Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion page 92)

3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen (UE) 575/2013 (Tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d'application anticipée au 9 juillet 2024) (CRR), la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/36 (Telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/878 de juin 2019) et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 ou *Tier 2* (T2) composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2* (T2). Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier".

En 2024 comme en 2023 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a respecté les exigences réglementaires.

4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur les actifs financiers au coût amorti	103 826	95 870

Opérations avec les établissements de crédit	2 250	1 829
Opérations internes au Crédit Agricole	13 992	17 031
Opérations avec la clientèle	86 959	76 389
Opérations de location-financement		
Titres de dettes	625	621
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Opérations avec les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes		
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	40 164	26 850
Autres intérêts et produits assimilés		
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>143 990</b>	<b>122 720</b>
Sur les passifs financiers au coût amorti	-73 945	-64 184
Opérations avec les établissements de crédit	-1 444	-2 816
Opérations internes au Crédit Agricole	-65 106	-58 704
Opérations avec la clientèle	-7 206	-2 517
Opérations de location-financement		
Dettes représentées par un titre	-189	-147
Dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-22 023	-13 912
Autres intérêts et charges assimilées	-12	-15
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-95 980</b>	<b>-78 111</b>

(1) dont 1 897 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2024 contre 1 932 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(2) dont 10.3 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2024 contre 16.5 milliers d'euros au 31 décembre 2023. [Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.]

Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts pour les passifs financiers et charges d'intérêts pour les actifs financiers sont respectivement de 4.9 milliers d'euros et 1 556.6 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 0 milliers d'euros et 1 272.3 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

#### 4.2 Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	379	-1 922	-1 543	340	-29	311
Sur opérations internes au Crédit Agricole	4 828	-3 386	1 442	6 285	-3 095	3 190
Sur opérations avec la clientèle	7 857	-120	7 737	7 887	-75	7 812
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	144		144	126		126
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	2		2			
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	60 716	-5 637	55 079	57 596	-4 961	52 635
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	139		139	132		132
<b>Total Produits et charges de commissions</b>	<b>74 065</b>	<b>-11 065</b>	<b>63 000</b>	<b>72 366</b>	<b>-8 160</b>	<b>64 206</b>

#### 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	352	241
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	-135	-222
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-195	-659
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	499	287
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature		
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	597	366
Résultat de la comptabilité de couverture	-23	-167
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>1 095</b>	<b>-154</b>

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>10 040</b>	<b>-10 035</b>	<b>5</b>	<b>16 445</b>	<b>-16 427</b>	<b>18</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables	4 266	-5 314	-1 048	8 455	-7 990	465

aux risques couverts						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	5 774	-4 721	1 053	7 990	-8 437	-447
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>73 316</b>	<b>-73 344</b>	<b>-28</b>	<b>90 764</b>	<b>-90 949</b>	<b>-185</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	44 565	-28 779	15 786	61 157	-29 792	31 365
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	28 751	-44 565	-15 814	29 607	-61 157	-31 550
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>						
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace						
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>83 356</b>	<b>-83 379</b>	<b>-23</b>	<b>107 209</b>	<b>-107 376</b>	<b>-167</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

#### 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	5 727	4 712
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>5 727</b>	<b>4 712</b>

#### 4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

Néant

#### 4.6 Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

Néant

#### 4.7 Produits (charges) nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Produits nets des immeubles de placement	-550	-501
Autres produits (charges) nets	892	517
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>342</b>	<b>16</b>

#### 4.8 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	-42 009	-39 958
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-1 342	-2 065
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation (2)	-29 587	-31 907
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-72 938</b>	<b>-73 930</b>

(1) Dont 0 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024, contre 523 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(2) En 2024, il a été décidé de reclasser les refacturations des commissions interbancaires et les refacturations des pertes générées par l'activité 3\*CB en Commission (PNB). Elles étaient précédemment en charges de fonctionnement

Pour rappel à fin décembre 2024, la refacturation des commission interbancaires représentait 0,2 M€ et de refacturation des pertes générée par l'activité était de 1,9 M€.

#### Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane intégrées globalement est la suivante au titre de 2024 :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane

(en milliers d'euros hors taxes)	KPMG		MAZARS		Total 2024
	2024	2023	2024	2023	
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>75</b>	<b>72</b>	<b>75</b>	<b>72</b>	<b>150</b>
Emetteur	75	72	75	72	150

Filiales intégrées globalement	0	0	0	0	0
<b>Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emetteur	0	0	0	0	0
Filiales intégrées globalement	0	0	0	0	0
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>8</b>
Emetteur	4	9	4	4	8
Filiales intégrées globalement	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>79</b>	<b>81</b>	<b>79</b>	<b>76</b>	<b>158</b>

Le montant total des honoraires de KPMG S.A., Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 79 milliers d'euros, dont 75 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane et ses filiales, et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.)

Le montant total des honoraires de MAZARS, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 79 milliers d'euros, dont 75 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane et ses filiales, et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.)

#### 4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-4 403</b>	<b>-4 840</b>
Immobilisations corporelles (1)	-3 694	-4 130
Immobilisations incorporelles	-709	-710
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	<b>14</b>	<b>17</b>
Immobilisations corporelles (2)	14	17
Immobilisations incorporelles		
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-4 389</b>	<b>-4 823</b>

(1) Dont 719 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024 contre 1 131 milliers d'euros au 31 décembre 2023

(2) Dont 0 milliers d'euros comptabilisés au titre des dotations (reprises) aux dépréciations du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2023

#### 4.10 Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)</b>	<b>-3 560</b>	<b>28</b>
<b>Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>-2 024</b>	<b>-1 755</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-1 777	-1 539
Engagements par signature	-247	-216
<b>Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>-1 536</b>	<b>1 783</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-1 724	2 011
Engagements par signature	188	-228
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)</b>	<b>-10 941</b>	<b>-11 886</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-9 626	-11 817
Engagements par signature	-1 315	-69
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>89</b>	<b>63</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>-2 670</b>	<b>111</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E) = (A)+(B)+(C)+(D)</b>	<b>-17 082</b>	<b>-11 684</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés		
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-5 754	-191
Récupérations sur prêts et créances comptabilisés au coût amorti	5 861	79
comptabilisés en capitaux propres recyclables	5 861	79
Décotes sur crédits restructurés		
Pertes sur engagements par signature	-76	
Autres pertes	-725	-491
Autres produits		
<b>Coût du risque</b>	<b>-17 776</b>	<b>-12 287</b>

#### 4.11 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	-23	-85
Plus-values de cession		
Moins-values de cession	-23	-85
<b>Résultat de cession sur participations consolidées</b>		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises</b>		
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	-23	-85

#### 4.12 Impôts

##### Charge d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt courant (1)	-6 694	-7 287
Charge d'impôt différé	1 946	1 287
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>-4 748</b>	<b>-6 000</b>

(1) Le montant relatif à l'impôt complémentaire estimé au titre du Pilier 2 – GloBe s'élève à 0 milliers d'euros en 2024

##### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

###### Au 31 décembre 2024

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	23 048	25,83%	-5 953
Effet des différences permanentes		0,19%	-45
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		1,07%	-247
Effet de l'imposition à taux réduit		0,03%	-7
Changement de taux		0,00%	
Effet des autres éléments		-0,14%	33
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>20,60%</b>	<b>-4 748</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

###### Au 31 décembre 2023

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	22 264	25,83%	-5 751
Effet des différences permanentes		2,60%	-579
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		3,00%	-667
Effet de l'imposition à taux réduit		0,15%	-34
Changement de taux		0,00%	
Effet des autres éléments		0,80%	-178
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>26,95%</b>	<b>-6 000</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023.

#### 4.13 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
<b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		
<b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		



<b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables		
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres		
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	410	-913
<b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en réserves		
Autres variations		
<b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>	<b>15 858</b>	<b>11 358</b>
Ecart de réévaluation de la période	15 558	11 358
Transferts en réserves	300	
Autres variations		
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables		
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-612</b>	<b>-143</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>15 656</b>	<b>10 302</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>15 656</b>	<b>10 302</b>
Dont part du Groupe	15 656	10 302
Dont participations ne donnant pas le contrôle		

### 5 Informations sectorielles

#### Définition des secteurs opérationnels

Du fait de l'organisation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane, les activités de chaque entité "élémentaire" peuvent se rattacher pour l'essentiel à un seul secteur : la banque de proximité en France.

#### 5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane ne dispose pas d'information par secteur opérationnel compte tenu des éléments rappelés ci-dessus.

#### 5.2 Information sectorielle par zone géographique

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane ne dispose pas d'information par secteur opérationnel compte tenu des éléments rappelés ci-dessus.

### 6 Notes relatives au bilan

#### 6.1 Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	22 224		26 888	
Banques centrales	11 202		7 406	
Valeur au bilan	33 426		34 294	

#### 6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

##### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 521	5 562
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	52 102	23 108

Instruments de capitaux propres	6 892	7 087
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	45 210	16 021
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>56 623</b>	<b>28 670</b>
Dont Titres prêtés		

(1) Dont 45 210 milliers d'euros d'OPCVM au 31 décembre 2024 contre 16 021 milliers d'euros au 31 décembre 2023

#### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 233	3 879
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 233</b>	<b>3 879</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

#### Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Néant

#### 6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

#### 6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables						
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	197 981	69 688	-15 054	174 925	53 363	-14 588
<b>Total</b>	<b>197 981</b>	<b>69 688</b>	<b>-15 054</b>	<b>174 925</b>	<b>53 363</b>	<b>-14 588</b>

#### Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Néant

#### Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

##### Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	1 761			1 478		
Titres de participation non consolidés	196 220	69 688	-15 054	173 447	53 363	-14 588
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>197 981</b>	<b>69 688</b>	<b>-15 054</b>	<b>174 925</b>	<b>53 363</b>	<b>-14 588</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		-2 082			-1 575	
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>67 606</b>	<b>-15 054</b>		<b>51 788</b>	<b>-14 588</b>

#### Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>
Actions et autres titres à revenu variable						
Titres de participation non consolidés	1 021	162	-462			
<b>Total Placements dans des instruments de capitaux propres</b>	<b>1 021</b>	<b>162</b>	<b>-462</b>			
<b>Impôts sur les bénéfices</b>						
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres</b>		<b>162</b>	<b>-462</b>			

<b>comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>						
<i>(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.</i>						

Au cours de l'exercice, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a procédé à la sortie du titre MARCOM TV. Cette cession résulte de la liquidation de la société.

## 6.5 Actifs financiers au coût amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	371 803	413 620
Prêts et créances sur la clientèle	2 681 525	2 703 119
Titres de dettes	103 706	77 618
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 157 034</b>	<b>3 194 357</b>

### Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	39 318	35 352
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux</i>	39 318	35 352
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux</i>		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Autres prêts et créances		
<b>Valeur brute</b>	<b>39 318</b>	<b>35 352</b>
Dépréciations		
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>39 318</b>	<b>35 352</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	134 970	214 866
Titres reçus en pension livrée		
Comptes et avances à terme	197 515	163 402
Prêts subordonnés		
<b>Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>332 485</b>	<b>378 268</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>371 803</b>	<b>413 620</b>

### Prêts et créances sur la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	552	1 699
Autres concours à la clientèle	2 729 557	2 742 565
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	42	42
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	838	4 899
Comptes ordinaires débiteurs	36 234	30 841
<b>Valeur brute</b>	<b>2 767 223</b>	<b>2 780 046</b>
Dépréciations	-85 698	-76 927
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>2 681 525</b>	<b>2 703 119</b>
<b>Opérations de location-financement</b>		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
<b>Valeur brute</b>		
Dépréciations		
<b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 681 525</b>	<b>2 703 119</b>

### Titres de dettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Effets publics et valeurs assimilées	35 978	9 855
Obligations et autres titres à revenu fixe	67 803	67 849

<b>Total</b>	<b>103 781</b>	<b>77 704</b>
Dépréciations	-75	-86
<b>Valeur au bilan</b>	<b>103 706</b>	<b>77 618</b>

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Nature des actifs transférés (en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette (2)
Actifs financiers détenus à des fins de transaction											
Instruments de capitaux propres											
Titres de dettes											
Prêts et créances											
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat											
Instruments de capitaux propres											
Titres de dettes											
Prêts et créances											
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres											
Instruments de capitaux propres											
Titres de dettes											
Prêts et créances											
Actifs financiers au coût amorti											
Titres de dettes											
Prêts et créances											
Total Actifs financiers											
Opérations de location-financement											
Total actifs transférés											

Nature des actifs transférés (en milliers d'euros)	Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passif associés
Actifs financiers détenus à des fins de transaction			
Instruments de capitaux propres			
Titres de dettes			
Prêts et créances			
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Instruments de capitaux propres			
Titres de dettes			
Prêts et créances			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
Instruments de capitaux propres			
Titres de dettes			
Prêts et créances			
Actifs financiers au coût amorti			
Titres de dettes			
Prêts et créances			
Total Actifs financiers			
Opérations de location-financement			
Total actifs transférés			

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023

Nature des actifs	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité
-------------------	---

transférés (en milliers d'euros)	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette (2)
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b> Instruments de capitaux propres Titres de dettes Prêts et créances											
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b> Instruments de capitaux propres Titres de dettes Prêts et créances											
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b> Instruments de capitaux propres Titres de dettes Prêts et créances											
<b>Actifs financiers au coût amorti</b> Titres de dettes Prêts et créances	4 011	4 011			4 035	3 698	3 698			3 698	337
<b>Total Actifs financiers</b>	4 011	4 011			4 035	3 698	3 698			3 698	337
<b>Opérations de location-financement</b>											
<b>Total actifs transférés</b>	4 011	4 011			4 035	3 698	3 698			3 698	337

Nature des actifs transférés (en milliers d'euros)	Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passif associés
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b> Instruments de capitaux propres Titres de dettes Prêts et créances			
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b> Instruments de capitaux propres Titres de dettes Prêts et créances			
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b> Instruments de capitaux propres Titres de dettes Prêts et créances			
<b>Actifs financiers au coût amorti</b> Titres de dettes Prêts et créances			
<b>Total Actifs financiers</b>			
<b>Opérations de location-financement</b>			
<b>Total actifs transférés</b>			

**Titrisations**  
Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d’actifs au sens d’IFRS 7. En effet, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.  
Les titrisations consolidées intégralement auto souscrites ne constituent pas un transfert d’actif au sens de la norme IFRS 7.

**Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024**  
Au titre de l'exercice 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement

**Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023**  
Au titre de l'exercice 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7 Passifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	1 542 137	1 576 419
Dettes envers la clientèle	1 415 638	1 384 952
Dettes représentées par un titre	5 073	3 698
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 962 848</b>	<b>2 965 069</b>

**Dettes envers les établissements de crédit**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	1 074	2 400
dont comptes ordinaires créditeurs		2 100
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Total</b>	<b>1 074</b>	<b>2 400</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs		
Titres donnés en pension livrée		
Comptes et avances à terme	1 541 063	1 574 019
<b>Total</b>	<b>1 541 063</b>	<b>1 574 019</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 542 137</b>	<b>1 576 419</b>

**Dettes envers la clientèle**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	1 181 327	1 204 436
Comptes d'épargne à régime spécial	1 652	1 941
Autres dettes envers la clientèle	232 659	178 575
Titres donnés en pension livrée		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 415 638</b>	<b>1 384 952</b>

**Dettes représentées par un titre**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables		
Emprunts obligataires	5 073	3 698
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 073</b>	<b>3 698</b>

**6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers****Compensation – Actifs financiers**

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2024				
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions	
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie
Dérivés (1)	25 285		25 285		
Prises en pension de titres (2)					
Autres instruments financiers (3)					
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>25 285</b>		<b>25 285</b>		
					<b>25 285</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 0 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2023				
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions	
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie
Dérivés (1)	39 400		39 400		21 210
					18 190

Prises en pension de titres (2)						
Autres instruments financiers (3)						
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>39 400</b>		<b>39 400</b>		<b>21 210</b>	<b>18 190</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 53.83 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêt.

#### Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	23 386		23 386			23 386
Mises en pension de titres (2)						
Autres instruments financiers (3)						
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>23 386</b>		<b>23 386</b>			<b>23 386</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 0 % des dérivés au passif à la date d'arrêt.

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	18 511		18 511			18 511
Mises en pension de titres (2)						
Autres instruments financiers (3)						
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>18 511</b>		<b>18 511</b>			<b>18 511</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 0 % des dérivés au passif à la date d'arrêt.

#### 6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)		31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants		2 635	1 423
Impôts différés		10 418	9 156
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>		<b>13 053</b>	<b>10 579</b>
Impôts courants			
Impôts différés		44	89
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>		<b>44</b>	<b>89</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<b>Décalsages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>14 262</b>		<b>12 580</b>	
Charges à payer non déductibles	773		839	
Provisions pour risques et charges non déductibles	10 085		8 126	
Autres différences temporaires	3 404		3 615	3
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>-2 127</b>		<b>-1 488</b>	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-2 227	-145	-1 720	-144
Couverture de flux de trésorerie				
Gains et pertes sur écarts actuariels	100	145	232	145
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre				
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>-1 717</b>	<b>44</b>	<b>-1 936</b>	<b>89</b>
<b>Total Impôts différés</b>	<b>10 418</b>	<b>44</b>	<b>9 156</b>	<b>89</b>

Les impôts différés sont nettés au bilan parentité fiscale.

#### Positions fiscales incertaines et contrôles fiscaux

Néant

**6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers****Comptes de régularisation et actifs divers**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>33 458</b>	<b>33 228</b>
Comptes de stocks et emplois divers	2 111	3 523
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire		
Débiteurs divers (1)	31 345	29 700
Comptes de règlements	2	5
Capital souscrit non versé		
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>19 294</b>	<b>22 611</b>
Comptes d'encaissement et de transfert	196	80
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits à recevoir	17 221	20 763
Charges constatées d'avance	1 232	1 181
Autres comptes de régularisation	645	587
<b>Valeur au bilan</b>	<b>52 752</b>	<b>55 839</b>
<i>(1) Dont 0 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 533 milliers d'euros au 31 décembre 2023</i>		

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 0 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 0 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (annexe 4.8 « Charges générales d'exploitation »).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 19 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 15 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**Comptes de régularisation et passifs divers**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Autres passifs (1)</b>	<b>45 353</b>	<b>52 670</b>
Comptes de règlements		
Créditeurs divers	34 437	47 095
Versements restant à effectuer sur titres	10 980	4 978
Dettes locatives	-64	597
Autres		
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>40 336</b>	<b>57 144</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	8 158	23 205
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	10	9
Produits constatés d'avance	12 030	11 969
Charges à payer	18 142	20 234
Autres comptes de régularisation	1 996	1 727
<b>Valeur au bilan</b>	<b>85 689</b>	<b>109 814</b>

*(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.*

*(2) Les montants sont indiqués en net.*

**6.11 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées**

Néant

**Bilan des actifs non courants détenus en vue de la vente et des activités abandonnées**

Néant

**Compte de résultat des activités abandonnées**



Néant

**Flux de trésorerie nets des activités abandonnées**

Néant

**6.12 Immeubles de placement**

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	14 566		2 192			188	16 946
Amortissements et dépréciations	-6 969		-551				-7 520
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>7 597</b>		<b>1 641</b>			<b>188</b>	<b>9 426</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	13 023		13	-359		1 889	14 566
Amortissements et dépréciations	-6 504		-498	33			-6 969
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>6 519</b>		<b>-485</b>	<b>-326</b>		<b>1 889</b>	<b>7 597</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

**Juste valeur des immeubles de placement**

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie "à dire d'expert", s'élève à 10 951 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 10 592 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(en milliers d'euros)		31/12/2024	31/12/2023
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1		
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	16 948	14 566
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3		
<b>Valeur de marché des immeubles de placement</b>		<b>16 948</b>	<b>14 566</b>

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

**6.13 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)**

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	73 850		1 120	-3 691		-199	<b>71 080</b>
Amortissements et dépréciations	-50 910		-3 694	3 681			<b>-50 923</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>22 940</b>		<b>-2 574</b>	<b>-10</b>		<b>-199</b>	<b>20 157</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	9 889					11	<b>9 900</b>
Amortissements et dépréciations	-4 207		-709				<b>-4 916</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 682</b>		<b>-709</b>			<b>11</b>	<b>4 984</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	76 808		2 547	-3 613		-1 892	73 850
Amortissements et dépréciations	-50 324		-4 129	3 543			-50 910
<b>Valeur au bilan</b>	<b>26 484</b>		<b>-1 582</b>	<b>-70</b>		<b>-1 892</b>	<b>22 940</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	9 875		18	-4			9 889
Amortissements et dépréciations	-3 500		-710	3			-4 207
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 375</b>		<b>-692</b>	<b>-1</b>			<b>5 682</b>

**6.14 Ecart d'acquisition**

Néant

**6.15 Provisions**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	544		1		-210			335
Risques d'exécution des engagements par signature	2 328		7 828		-6 454			3 702
Risques opérationnels	1 002		3 509	-632	-300		1	3 580
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	1 549		132		-27		-312	1 342
Litiges divers	2 649			-120	-36		-1	2 492
Participations								
Restructurations								
Autres risques	2 699		186	-82	-1			2 802
<b>Total</b>	<b>10 771</b>		<b>11 656</b>	<b>-834</b>	<b>-7 028</b>		<b>-312</b>	<b>14 253</b>

(1) Dont 1 342 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels qu'ils sont détaillés dans la note 7.4, dont 378 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Risques sur les produits épargne-logement	735		11		-202			544
Risques d'exécution des engagements par signature	1 814		10 110		-9 597		1	2 328
Risques opérationnels	1 158		140	-129	-167			1 002
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	358		31		-8		1 168	1 549
Litiges divers	2 593		777	-461	-260			2 649
Participations			39		-39			
Restructurations								
Autres risques	2 546		274	-51	-70			2 699
<b>Total</b>	<b>9 204</b>		<b>11 382</b>	<b>-641</b>	<b>-10 343</b>		<b>1 169</b>	<b>10 771</b>

(1) Dont 1 549 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels qu'ils sont détaillés dans la note 7.4, dont 380 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Un montant de 2.98 M€ correspond à des sommes en attente de remboursement à la caisse régionale par la CARPA dans le cadre d'adjudication de 2012 à 2018 a été provisionné en risque opérationnel au 31/12/2024.

**Provision épargne-logement :****Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	22 462	46 232
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	43 966	18 162
Ancienneté de plus de 10 ans	92 612	108 978
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>159 040</b>	<b>173 372</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>26 509</b>	<b>27 829</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>185 549</b>	<b>201 201</b>

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024 et à fin novembre 2023 pour les données au 31 décembre 2023.

**Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement	901	282
Comptes épargne-logement	297	81
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>1 198</b>	<b>363</b>

**Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	108	242
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	32	62
Ancienneté de plus de 10 ans	183	229
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>323</b>	<b>533</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>12</b>	<b>11</b>

<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>335</b>	<b>544</b>
---	------------	------------

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 335 M€.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 6.38% pour la Caisse régionale. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de -17.15% pour la Caisse régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Epargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 35.88% du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

#### 6.16 Dettes subordonnées

Néant

#### 6.17 Capitaux propres

##### Composition du capital au 31 décembre 2024

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse Régionale	Nombre de titres au 31/12/2023	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2024	% du capital	% des droits de vote
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>						
Dont part du Public						
Dont part Sacam Mutualisation						
Dont part autodétenue						
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>1 988 359</b>			<b>1 988 359</b>	<b>25.03%</b>	<b>0.00%</b>
Dont part du Public						
Dont part Crédit Agricole S.A.						
Dont part Sacam Mutualisation	1 988 359			1 988 329	25.03%	0,00%
<b>Parts sociales</b>	<b>5 955 986</b>			<b>5 955 986</b>	<b>74.97%</b>	<b>100.00%</b>
Dont 12 Caisses Locales	5 697 050			5 697 050	71.71%	0,00%
Dont 11 administrateurs de la Caisse régionale	846			846	0,01%	0,00%
Dont Crédit Agricole S.A.	250 000			250 000	0,35%	0,00%
Dont Sacam Mutualisation	10			10	0,00%	0,00%
Dont Autres	8 080			8 080	0,010%	0,00%
<b>Total</b>	<b>7 944 345</b>			<b>7 944 345</b>	<b>100,00%</b>	<b>0,00%</b>

La valeur nominale des titres est de 1.53 euros et le montant total du capital est de 12 155 milliers d'euros

##### Rémunération par titre de capital

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l'exercice 2024, le Conseil d'administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 31/03/2025 une rémunération de parts sociales de 4.20% soit 0.0643 net par parts sociales et une rémunération de CCA de 30% sur 25% du résultat net avant distribution de 15 161 K€, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Année de rattachement	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2021		1 157	202
2022		1 165	219
2023		1 069	346
Prévu 2024		1 133	383

#### Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 1 606 milliers d'euros en 2024 contre 1 493 milliers d'euros en 2023.

#### Affectations du résultat et fixation du dividende 2024

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2024 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane du 31/03/2025.

Le texte de la résolution est le suivant :

- L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, d'un montant de **15 160 814,92 euros** comme suit
- **382 731,65 euros** pour l'intérêt à payer aux porteurs de parts sociales au titre de l'exercice 2024 ce qui correspond à un taux de **4,20 %**. Cet intérêt sera payable à partir du 1er juin 2025.
- **1 133 364,63 euros** représentant le dividende à verser aux porteurs de certificats coopératifs d'associés au titre de l'exercice 2024 soit un dividende de **0,57 euros** nets par titre. Ce dividende sera payable à partir du 1er juin 2025.
- Pour le reste à affecter, soit **13 644 718,64 euros** :
- Affectation des trois quarts à la réserve légale, soit **10 233 538,98 euros**
- Affectation du solde aux réserves facultatives, soit **3 411 179,66 euros**.

#### **6.18 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle**

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	33 426					<b>33 426</b>
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	56		302	4 250	52 015	<b>56 623</b>
Instruments dérivés de couverture	195	541	13 978	6 851		<b>21 565</b>
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres					197 981	<b>197 981</b>
Actifs financiers au coût amorti	377 482	320 968	1 113 815	1 343 954	816	<b>3 157 035</b>
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-1 772					<b>-1 772</b>
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>409 387</b>	<b>321 509</b>	<b>1 128 095</b>	<b>1 355 055</b>	<b>250 812</b>	<b>3 464 858</b>
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	18		145	3 070		<b>3 233</b>
Instruments dérivés de couverture		332	4 881	14 940		<b>20 153</b>
Passifs financiers au coût amorti	1 363 550	410 787	915 775	272 736		<b>2 962 848</b>
Dettes subordonnées				279	-279	
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-168					<b>-168</b>
<b>Total Passifs financiers par échéance (1)</b>	<b>1 363 400</b>	<b>411 119</b>	<b>920 801</b>	<b>291 025</b>	<b>-279</b>	<b>2 986 066</b>
(en milliers d'euros)	31/12/2023					

	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	34 294					<b>34 294</b>
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	49		398	5 139	23 084	<b>28 670</b>
Instruments dérivés de couverture	257	930	19 099	13 552		<b>33 838</b>
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres					174 925	<b>174 925</b>
Actifs financiers au coût amorti	609 951	289 496	1 017 107	1 272 979	4 825	<b>3 194 358</b>
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-17 980					<b>-17 980</b>
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>626 571</b>	<b>290 426</b>	<b>1 036 604</b>	<b>1 291 670</b>	<b>202 834</b>	<b>3 448 105</b>
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	9		152	3 718		<b>3 879</b>
Instruments dérivés de couverture		284	3 874	10 474		<b>14 632</b>
Passifs financiers au coût amorti	2 831 569	61 423	63 618	8 459		<b>2 965 069</b>
Dettes subordonnées				51	-51	
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-605					<b>-605</b>
<b>Total Passifs financiers par échéance (1)</b>	<b>2 830 973</b>	<b>61 707</b>	<b>67 644</b>	<b>22 702</b>	<b>-51</b>	<b>2 982 975</b>

### 7 Avantages au personnel et autres rémunérations

#### 7.1 Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements (1)	-24 806	-24 734
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-3 012	-2 948
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-1 100	-507
Autres charges sociales	-8 440	-7 860
Intéressement et participation	-3 070	-2 786
Impôts et taxes sur rémunération	-1 581	-1 123
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>-42 009</b>	<b>-39 958</b>

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 96 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 111 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Dont médailles du travail pour 40 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 37 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

#### 7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2024	31/12/2023
France	419	396
Étranger		0
<b>Total</b>	<b>419</b>	<b>396</b>

#### 7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

#### 7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

##### Variation dette actuarielle

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>18 224</b>		<b>18 224</b>	<b>16 943</b>
Ecart de change				
Coût des services rendus sur l'exercice	1 373		1 373	1 472
Coût financier	575		575	581
Cotisations employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime (2)				-458
Variations de périmètre	30		30	-20
Prestations versées (obligatoire)	-1 345		-1 345	-1 079
Taxes, charges administratives et primes				
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-331		-331	281
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-3		-3	504
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>18 523</b>		<b>18 523</b>	<b>18 224</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

(2) A la suite de la réforme des retraites dont l'âge a été repoussé, l'allongement de la durée de cotisation a conduit à une diminution de la charge en 2023 de - 458 K€.

##### Détail de la charge comptabilisée au résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
-----------------------	------------	------------

	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	1 373		1 373	1 014
Charge/produit d'intérêt net	-165		-165	-507
<b>Impact en compte de résultat à la clôture</b>	<b>1 208</b>		<b>1 208</b>	<b>507</b>

**Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables**

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture</b>	<b>2 488</b>		<b>2 488</b>	<b>1 575</b>
Ecart de change				
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	-76		-76	128
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-331		-331	281
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-3		-3	504
Ajustement de la limitation d'actifs				
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture</b>	<b>2 078</b>		<b>2 078</b>	<b>2 488</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

**Variation de juste valeur des actifs**

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>18 247</b>		<b>18 247</b>	<b>18 148</b>
Ecart de change				
Intérêt sur l'actif (produit)	547		547	685
Gains/(pertes) actuariels	76		76	-128
Cotisations payées par l'employeur	1 033		1 033	641
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime				
Variations de périmètre	30		30	-20
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds	-1 343		-1 343	-1 079
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>18 590</b>		<b>18 590</b>	<b>18 247</b>

**Position nette**

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>18 523</b>		<b>18 523</b>	<b>18 224</b>
Impact de la limitation d'actifs				
Autres				
Juste valeur des actifs fin de période	-18 590		-18 590	-18 247
<b>Position nette (passif) / actif à la clôture</b>	<b>67</b>		<b>67</b>	<b>-170</b>

**Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles**

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation (1)	3.38%		3.17%	
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2.69%			
Taux attendus d'augmentation des salaires			3.17%	
Taux d'évolution des coûts médicaux				
Autres (à détailler)				

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

**Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)**

(en milliers d'euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
Actions (2)	18.1%	3 338					18.1%	3 338	

Obligations (2)	71.9%	13 414					71.9%	13 414	
Immobilier	10.00%	1 838					10.00%	1 838	
Autres actifs (3)									

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 0.91 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 0.94 %.

## 7.5 Autres avantages sociaux

Les provisions constituées par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 1 342 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2024.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane propose plusieurs avantages sociaux à ses salariés :

Elle a conclu un accord relatif à la Rémunération Extra Conventionnelle (REC) le 5 juin 2023, portant sur les exercices 2023, 2024 et 2025.

Dans un souci de sécurisation d'une partie de la REC, la Caisse régionale garantit un versement minimum à hauteur de 60 % de l'assiette.

La part garantie de REC de 60 % est versée mensuellement à hauteur de 5 % du montant total de la base, du mois d'avril (avec effet rétroactif au mois de janvier de l'exercice considéré) au mois de décembre inclus sur l'exercice considéré.

La libération du solde de REC de 40 % intervient en une seule fois et au plus tard à la fin du mois de février de l'année suivante celle de l'exercice en référence.

Ainsi, la libération du solde de REC 2024 de 40 % sera versée en février 2025.

En plus dans cet accord, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane propose le dispositif d'intéressement et de participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

La Caisse Régionale de Crédit agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane ne versera au titre de l'exercice 2024 une participation à ses salariés. Cette participation est calculée sur la base de la formule légale et conformément à l'accord local de Participation aux fruits de l'expansion signé avec les partenaires sociaux le 19 octobre 2004.

La Caisse Régionale de Crédit agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane versera au titre de l'exercice 2024 un intéressement à ses salariés. Cet intéressement est calculé sur la base d'un accord signé le 22 juin 2023, portant sur les exercices 2023, 2024 et 2025.

## 7.6 Paiements à base d'actions

Néant

## 7.7 Rémunérations de dirigeants

Conformément au paragraphe relatif aux avantages au personnel, dans le chapitre " Principes et méthodes comptables, la rémunération de l'ensemble des membres du Conseil d'Administration, et des membres du comité de direction s'élève à 2 149 471 € sur l'exercice 2024.

## 8 Contrats de location

### 8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles détenues en propre	18 980	21 209
Droits d'utilisation des contrats de location	1 177	1 731
<b>Total Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>20 157</b>	<b>22 940</b>

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

### Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est preneur de nombreux actifs dont des agences et des distributeurs de billets.

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane est preneur sont présentées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	5 822		166	-3 269			2 719
Amortissements et dépréciations	-4 091		-719	3 268			-1 542
<b>Total Immobilier</b>	<b>1 731</b>		<b>-553</b>	<b>-1</b>			<b>1 177</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute							
Amortissements et dépréciations							
<b>Total Mobilier</b>							
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>1 731</b>		<b>-553</b>	<b>-1</b>			<b>1 177</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
<b>Immobilier</b>							

Valeur brute	6 787		166	-1 128		-3	5 822
Amortissements et dépréciations	-4 359		-860	1 128			-4 091
<b>Total Immobilier</b>	<b>2 428</b>		<b>-694</b>			<b>-3</b>	<b>1 731</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute							
Amortissements et dépréciations							
<b>Total Mobilier</b>							
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>2 428</b>		<b>-694</b>			<b>-3</b>	<b>1 731</b>

**Echéancier des dettes locatives**

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
<b>Dettes locatives</b>	<b>-64</b>			<b>-64</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
<b>Dettes locatives</b>	<b>490</b>	<b>95</b>	<b>12</b>	<b>597</b>

**Détail des charges et produits de contrats de location**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-12	-15
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>-12</b>	
Charges relatives aux contrats de location court terme	-872	-744
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur		
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette		
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation		
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail		
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location		
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>-872</b>	
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-719	-861
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>-719</b>	
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>-1 603</b>	<b>-1 620</b>

**Montants des flux de trésorerie de la période**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location</b>	<b>-1 711</b>	<b>-1 728</b>

**8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur****Produits de contrats de location**

Néant

**Echéancier des paiements de loyers à recevoir**

Néant

**9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties**

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

**Engagements donnés et reçus**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>	<b>390 047</b>	<b>354 072</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>238 145</b>	<b>244 873</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	238 145	244 873
<b>Engagements de garantie</b>	<b>151 902</b>	<b>109 199</b>
Engagements d'ordre des établissements de crédit	1 312	2 729
Engagements d'ordre de la clientèle	150 590	106 470
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres à livrer		
<b>Engagements reçus</b>	<b>613 887</b>	<b>613 110</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>3 882</b>	<b>1 284</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	3 882	1 284
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>610 005</b>	<b>611 826</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	176 236	168 939



Engagements reçus de la clientèle	433 769	442 887
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres à recevoir		

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale. En conséquence, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane ne postera plus 191 691 M€ de créances entreprises auprès de la Banque de France.

#### *Instruments financiers remis et reçus en garantie*

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	612 350	727 140
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché		
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension		
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>612 350</b>	<b>727 140</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie		
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension		
Titres vendus à découvert		
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

#### *Créances apportées en garantie*

Au cours de l'année 2024, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a apporté 612 350 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 727 140 milliers d'euros en 2023. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a apporté :

- 196 982 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 325 842 milliers d'euros en 2023 ;
- 24 113 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 22 986 milliers d'euros en 2023 ;
- 391 255 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 378 312 milliers d'euros en 2023.

#### *Garanties détenues et actifs reçus en garantie*

Néant

### **10 Reclassements d'instruments financiers**

#### *Principes retenus par le groupe Crédit Agricole*

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane.

Reclassements effectués par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a pas opéré en 2024 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

### **11 Juste valeur des instruments financiers**

**La juste valeur** est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation,

conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

### 11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2024. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.

- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

#### Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	3 053 328	2 936 194		402 868	2 533 326
Prêts et créances sur les établissements de crédit	371 803	371 803		369 874	1 929
Prêts et créances sur la clientèle	2 681 525	2 564 391		32 994	2 531 397
Titres de dettes	103 706	96 422	95 687	735	
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	3 157 034	3 032 616	95 687	403 603	2 533 326
(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3

<b>Prêts et créances</b>	<b>3 116 739</b>	<b>2 805 549</b>		<b>426 754</b>	<b>2 378 795</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>413 620</b>	<b>413 361</b>		<b>412 596</b>	<b>765</b>
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>2 703 119</b>	<b>2 392 188</b>		<b>14 158</b>	<b>2 378 030</b>
<b>Titres de dettes</b>	<b>77 618</b>	<b>69 748</b>	<b>68 791</b>	<b>957</b>	
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>3 194 357</b>	<b>2 875 297</b>	<b>68 791</b>	<b>427 711</b>	<b>2 378 795</b>

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à -1.77 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre -17.98 millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de - 163.51 millions d'euros au 31 décembre 2024.

#### *Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan*

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Valeur au bilan au 31/12/2024</b>	<b>Juste valeur au 31/12/2024</b>	<b>Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1</b>	<b>Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2</b>	<b>Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>1 542 137</b>	<b>1 805 447</b>		<b>1 805 214</b>	<b>233</b>
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>1 415 638</b>	<b>1 408 461</b>		<b>1 408 455</b>	<b>6</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>5 073</b>	<b>5 037</b>	<b>5 037</b>		
<b>Dettes subordonnées</b>					
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>2 962 848</b>	<b>3 218 945</b>	<b>5 037</b>	<b>3 213 669</b>	<b>239</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Valeur au bilan au 31/12/2023</b>	<b>Juste valeur au 31/12/2023</b>	<b>Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1</b>	<b>Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2</b>	<b>Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>1 576 419</b>	<b>1 841 776</b>		<b>1 841 776</b>	
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>1 384 952</b>	<b>191 788</b>		<b>191 788</b>	
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>3 698</b>	<b>3 643</b>	<b>3 643</b>		
<b>Dettes subordonnées</b>					
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>2 965 069</b>	<b>2 037 207</b>	<b>3 643</b>	<b>2 033 564</b>	

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 0.17 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 0.61 millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 256.62 millions d'euros au 31 décembre 2024.

#### **11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur**

**Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).**

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

#### *Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation*

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

#### **Actifs financiers valorisés à la juste valeur**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1</b>	<b>Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2</b>	<b>Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3</b>
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>4 521</b>		<b>4 521</b>	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				

Titres détenus à des fins de transaction				
Instruments dérivés	4 521		4 521	
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>52 102</b>	<b>29 488</b>	<b>9 426</b>	<b>13 188</b>
<i>Instrument de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	<i>6 892</i>		<i>6 892</i>	
<i>Instrument de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	<i>45 210</i>	<i>29 488</i>	<i>2 534</i>	<i>13 188</i>
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	45 210	29 488	2 534	13 188
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>				
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>				
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>197 981</b>		<b>197 981</b>	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	197 981		197 981	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables				
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>21 565</b>		<b>21 565</b>	
<b>Total actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>276 169</b>	<b>29 488</b>	<b>233 493</b>	<b>13 188</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>				

(1) Le montant des OPCVM s'élève à 16 678 milliers d'euros au 31/12/2024 et classé en niveau 1 (1 109 K€) niveau 2 (2 534 K€) et niveau 3 (13 125 K€).

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>5 562</b>		<b>5 562</b>	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Instruments dérivés	5 562		5 562	
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>23 108</b>	<b>9 179</b>	<b>10 161</b>	<b>3 768</b>
<i>Instrument de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	<i>7 087</i>		<i>7 087</i>	
<i>Instrument de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	<i>16 021</i>	<i>9 179</i>	<i>3 074</i>	<i>3 768</i>
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	16 021	9 179	3 074	3 768
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>				
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>				
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>174 925</b>		<b>174 925</b>	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	174 925		174 925	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables				
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>33 838</b>		<b>33 838</b>	
<b>Total actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>237 433</b>	<b>9 179</b>	<b>224 486</b>	<b>3 768</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>				

(1) Le montant des OPC s'élève à 7 859 milliers d'euros au 31/12/2023 et classé en niveau 1 (1 017 K€) niveau 2 (3 074 K€) et niveau 3 (3 768 K€).

<b>Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>				
(en milliers d'euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des	Valorisation fondée sur des données	Valorisation fondée sur des données non

		instruments identiques : Niveau 1	observables : Niveau 2	observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>3 233</b>		<b>3 233</b>	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	3 233		3 233	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>				
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>20 153</b>		<b>20 153</b>	
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>23 386</b>		<b>23 386</b>	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>				

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>3 879</b>		<b>3 879</b>	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	3 879		3 879	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>				
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>14 632</b>		<b>14 632</b>	
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>18 511</b>		<b>18 511</b>	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>				

**Changements de modèles de valorisation**

Néant

**Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3****Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3****Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3**

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
<b>Solde de clôture 31/12/2023</b>	<b>3 768</b>						
Gains /pertes de la période (1)	62						
Comptabilisés en résultat	62						
Comptabilisés en capitaux propres							
Achats de la période	9 358						
Ventes de la période							
Emissions de la période							
Dénouements							

de la période							
Reclassements							
de la période							
Variations							
liées au							
périmètre de							
la période							
Transferts							
Transferts							
vers niveau 3							
Transferts							
hors niveau 3							
<b>Solde de</b>	<b>13 188</b>						
<b>clôture</b>							
<b>31/12/2024</b>							

Tableau 2 sur 3 (en milliers d'euros)	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes
<b>Solde de clôture 31/12/2023</b>				3 768					
Gains /pertes de la période (1)				62					
Comptabilisés en résultat				62					
Comptabilisés en capitaux propres									
Achats de la période				9 358					
Ventes de la période									
Emissions de la période									
Dénouements de la période									
Reclassements de la période									
Variations liées au périmètre de la période									
Transferts									
Transferts vers niveau 3									
Transferts hors niveau 3									
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>				13 188					

Tableau 3 sur 3 (en milliers d'euros)	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
<b>Solde de clôture 31/12/2023</b>			
Gains /pertes de la période (1)			
Comptabilisés en résultat			
Comptabilisés en capitaux propres			
Achats de la période			
Ventes de la période			
Emissions de la période			
Dénouements de la période			
Reclassements de la période			
Variations liées au périmètre de la période			
Transferts			
Transferts vers niveau 3			
Transferts hors niveau 3			
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>			

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	62
Comptabilisés en résultat	62
Comptabilisés en capitaux propres	

### **Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3**

Néant

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

### **Analyse de sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3**

Néant

### **11.3 Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine**

Néant

### **12 Impacts des évolutions comptables ou autres événements**

Néant

### **13 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024**

#### **Date de clôture**

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe Crédit Agricole suivantes :

Entités	Nature du contrôle	Date de clôture des états financiers utilisés	Motivation
Caisse Régionale Martinique Guyane	Exclusif de droit	31/12/2024	
CL départementale Martinique	Exclusif de droit	31/12/2024	
CL Martinique	Exclusif de droit	31/12/2024	
FCT CAH 2020 Compartiment CR902	Exclusif de droit	31/12/2024	
FCT CAH 2022 Compartiment CR902	Exclusif de droit	31/12/2024	
FCT CAH 2024 Compartiment CR902	Exclusif de droit	31/12/2024	
SCI La Levée	Exclusif de droit	31/12/2024	

### **13.1 Information sur les filiales**

Néant

#### **13.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées**

Néant

#### **13.1.2 Soutiens aux entités structurées contrôlées**

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane n'a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2024 ni au 31 décembre 2023.

#### **13.1.3 Opérations de titrisation et fonds dédiés**

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 26.6 millions d'euros aux FCT.

### **13.2 Co-entreprises et entreprises associées**

Néant

### **13.3 Participations ne donnant pas le contrôle**

#### **Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations significatives ne donnant pas le contrôle**

Néant

#### **Informations financières individuelles résumées concernant les participations significatives ne donnant pas le contrôle**

Néant

13.4 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation de Crédit Agricole de Martinique-Guyane	Méthode de consolidation (1)	Modification de périmètre (2)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (3)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
<b>Etablissement bancaire et financier</b>									
Caisse Régionale Martinique-Guyane	Intégration Globale		Martinique		CR	100 %	100 %	100 %	100 %
Caisse Locale E902001	Intégration Globale		Martinique		CL	100 %	100 %	100 %	100 %
Caisse Locale départementale	Intégration Globale		Martinique		CL	100 %	100 %	100 %	100 %
<b>SCI</b>									
SCI La Levée	Intégration Globale		Martinique		SCI	99.99 %	99.99 %	99.99 %	99.99 %
<b>Divers</b>									
FCT Crédit Agricole Habitat 2020	Intégration Globale		Martinique		FCT	100 %	100 %	100 %	100 %
FCT Crédit Agricole Habitat 2022	Intégration Globale		Martinique		FCT	100 %	100 %	100 %	100 %
FCT Crédit Agricole Habitat 2024	Intégration Globale	E2: Creation	Martinique		FCT	100 %	100 %	100 %	100 %

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

14 Participations et entités structurées non consolidées

14.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 129 518 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 124 104 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

14.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2024	31/12/2023	
SCI 106 BD GENERAL DE GAULLE	France	100 %	100 %	Autres raisons opérationnelles
SAS VILLAGE BY CA	France	100 %	100 %	Autres raisons opérationnelles
SCI DAMAS HEDER	France	50 %	50 %	Autres raisons opérationnelles
NOVAPARC	France	49.99%	49.99 %	Autres raisons opérationnelles

14.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (1)
		31/12/2024	31/12/2023		
ARCAV	France	13.04 %	13.04 %	1 079	89
SAFER MARTINIQUE	France	10.46%	10.46%	474	-53
SAFER GUYANE	France	10.33%	10.33%	524	131
SEGAGE	France	10.32%	10.32%	1 340	98
SAINT LAURENT COEUR DE VILLE	France	14.25%	14.25%	-	-

(1) Le montant des capitaux propres et le résultat du dernier exercice peuvent être omis lorsque, en raison de leur nature, leur divulgation porterait gravement préjudice à une des entreprises auxquelles elles se rapportent. Dans ce cas, il est fait mention du caractère incomplet des informations données.

14.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

Fonds de placement

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-



à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, l'implication de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane dans les tableaux ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2024							
	Titrisation				Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat								
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres								
Actifs financiers au coût amorti								
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>								
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers à la juste valeur par résultat								
Dettes								
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>								
<b>Engagements donnés</b>								
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature								
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>								
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>								

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

(en milliers d'euros)	31/12/2024							
	Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	31 259	31 259		31 259				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres								
Actifs financiers au coût amorti								
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>								
Instruments de capitaux propres								
Passifs financiers à la juste valeur par résultat								
Dettes								
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>								
<b>Engagements donnés</b>								
Engagements de financement								
Engagements de garantie								
Autres								
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature								
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>								
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>	<b>4 588 921</b>							

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

(en milliers d'euros)	31/12/2023						
	Titrisation				Gestion d'actifs		
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale	
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat							
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres							
Actifs financiers au coût amorti							
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>							
Instruments de capitaux propres							
Passifs financiers à la juste valeur par résultat							
Dettes							
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>							
<b>Engagements donnés</b>							
Engagements de financement							
Engagements de garantie							
Autres							
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature							
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>							
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>							

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

(en milliers d'euros)	31/12/2023						
	Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)		
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale	
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	8 162	8 162		8 162			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres							
Actifs financiers au coût amorti							
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>8 162</b>	<b>8 162</b>		<b>8 162</b>			
Instruments de capitaux propres							
Passifs financiers à la juste valeur par résultat							
Dettes							
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>							
<b>Engagements donnés</b>							
Engagements de financement							
Engagements de garantie							
Autres							
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature							
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>							

Total Bilan des entités structurées non consolidées	836 611							
(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.								

Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (credit default swap) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du mark-to-market. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

15 Événements postérieurs au 31 décembre 2024

Néant

V. -- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Dépréciation des crédits sur une base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, votre direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li><li>- testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li><li>- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;</li><li>- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li></ul>

dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élève à 61,7 M€.	
---	--

Risques de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (<i>Expected Credit Losses</i> ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1) ; et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeurs reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (<i>Forward Looking</i>) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de votre caisse régionale au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2024, un montant de 26,0 M€ comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré qu'ils s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés ;</li><li>- l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (<i>Forward Looking</i> central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stages 1 et 2).</li></ul>	<p>Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :</li><li>- les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ; le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut <i>Loss Given Default</i> ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2024 ;</li><li>- la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li><li>- la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeurs ;</li><li>- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li><li>- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;</li><li>- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du <i>Forward Looking</i> local ;</li><li>- analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ;</li><li>- examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.</li></ul>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane par l'assemblée générale du 21 mars 2023 pour le cabinet Forvis Mazars et du 31 mars 2016 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars était dans la deuxième année de sa mission et le cabinet KPMG dans la neuvième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
- Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### **Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit**

Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Le 13 mars 2025

Labège et Bordeaux  
FORVIS MAZARS

Hervé KERNEIS  
Associé

Julie MALLET  
Associée

Paris La Défense  
KPMG S.A.  
Arnaud BOURDEILLE  
Associé

#### **VI. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Martinique et de la Guyane.